

Les faits en question, les idées en réponse !

Front Polisario "This is the End" en 2025



Le Front Polisario est aujourd'hui à un tournant critique de son histoire

Fragilisé par des luttes intestines et une perte manifeste de soutien !

ROOM

Joud, It's No Goud ?

“ Ibrahim Ghali, figure contestée à la tête du mouvement, semble chercher à temporiser en multipliant les discours et en capitalisant sur des alliances traditionnelles avec Alger. ”

EXPERTS INVITÉS # **CHRONIQUEURS** # **QUARTIER LIBRE**

La Cartographie des Etablissements Economiques en 2023-2024

Réaménagement de Rabat, un rêve royal qui date

Paris durcit le ton face à la crise diplomatique algérienne

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

L'ODJ STREAM LIVE 00:29:48

L'ODJ R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

لو يكاند

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

SOMMAIRE

- 04** EDITO
- 05** HISTOIRE
- 07** SAHARA MAROCAIN
- 11** NATIONAL
- 20** GESTION DE L'EAU
- 27** INTERNATIONAL

 **DÉBATS**

 **L'OPINION DES JEUNES**

 **الرسالة**
ARRISSALA. SA

Imprimerie Arrissala

I-DÉBATS NUMÉRO 03 - MARS 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

MAQUETTES WEB : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma 

Front Polisario "This is the End" en 2025

Fragilisé par des luttes intestines et une perte manifeste de soutien, tant sur la scène internationale que parmi ses propres adhérents, l'organisation peine à maintenir une cohésion minimum. Des rapports font état d'un mécontentement croissant dans les camps de Tindouf, où les populations, confrontées à des conditions de vie difficiles et à une absence de perspectives claires, expriment de plus en plus leur colère contre une direction perçue comme déconnectée et inefficace.

Ibrahim Ghali, figure contestée à la tête du mouvement, semble chercher à temporiser en multipliant les discours et en capitalisant sur des alliances traditionnelles avec Alger. Cependant, cette stratégie semble s'éroder, d'autant plus que l'Algérie traverse elle-même une période de turbulences internes, affaiblissant ainsi sa capacité à soutenir indéfiniment un mouvement dont l'influence s'amenuise.

Le désintérêt croissant de l'Algérie pour la cause indépendantiste du Polisario reflète un changement stratégique majeur. Pour Alger, incapable de juguler ses propres crises économiques, sociales et politiques, l'équation devient trop coûteuse. Ce soutien, qui était jadis un pilier de la diplomatie algérienne, apparaît désormais comme un fardeau dans un contexte géopolitique où les alliances se redéfinissent. L'émergence du Maroc comme acteur stratégique majeur en Afrique et dans la région méditerranéenne exacerbe cette dynamique.

Le royaume chérifien, s'appuyant sur une diplomatie proactive et un modèle de développement ambitieux pour les provinces du Sud, investit lourdement dans les infrastructures, attirant des partenaires internationaux de poids. Des projets dans le port de Dakhla et la promotion du Sahara marocain comme un hub économique africain repositionnent la région comme un atout clé. Ce pragmatisme marocain s'oppose à l'immobilisme du Polisario, dont le rêve initial d'un État sahraoui semble désormais relégué à une utopie.

En outre, ce changement impacte l'équilibre des forces dans la région. Avec cette montée en puissance du Maroc, combinée au désengagement progressif de l'Algérie, l'avenir du Front Polisario apparaît de plus en plus compromis. La vision d'Alger d'un accès géographique à l'Atlantique via ce territoire semble s'évaporer dans une réalité où le Maroc consolide son contrôle et son influence. À mesure que le soutien international se réoriente, les principales puissances, y compris certains alliés historiques du Polisario, semblent adopter une posture plus favorable à l'intégrité territoriale du Maroc.

Au final, cette conjoncture laisse présager une recomposition géopolitique majeure dans la région, où l'émergence de nouveaux paradigmes risque de précipiter l'effondrement d'un mouvement naguère symbole d'une ambition géostratégique régionale.

Rédigé par Adnane Benchakroun



1949, la France a aussi eu son vendeur de sardine

Un jeune homme de 23 ans commet "l'HÉRÉSIE COMMERCIALE" de son époque : Vendre des produits alimentaires -20% sous le prix imposé.
Son nom ? Édouard Leclerc.

L'histoire d'Édouard Leclerc est un puissant exemple de défi face à l'ordre établi et de la capacité d'une vision audacieuse à transformer une industrie entière. En s'attaquant à la rigidité des prix imposés et aux pratiques commerciales figées, il n'a pas seulement révolutionné le secteur de la distribution en France, mais a également initié un changement culturel profond.

Sa rébellion contre un système verrouillé est un témoignage de ce que la détermination et l'innovation peuvent accomplir, même face à une adversité énorme. Là où beaucoup auraient plié sous les pressions des autorités, des fournisseurs et des concurrents, Leclerc a choisi de défier les normes pour offrir directement des avantages significatifs aux consommateurs. La création des centrales d'achat était une idée non conventionnelle à l'époque, mais elle a ouvert la voie à une plus grande compétitivité, une transparence accrue et des économies substantielles pour les ménages français.

Mais au-delà des impacts économiques, cette histoire invite à une réflexion plus large. Elle illustre que certaines des innovations les plus transformatrices ne viennent pas d'outils technologiques ou de produits révolutionnaires, mais plutôt du courage de remettre en question les règles et les normes que l'on considère comme immuables. Cela suggère une question cruciale pour chaque secteur, entreprise ou individu : quelles "vérités éternelles" ou conventions dans nos industries sont en réalité des obstacles à un progrès réel ?

L'histoire de Leclerc est aussi une leçon sur l'importance de rester connecté à la finalité ultime de toute activité économique – répondre aux besoins des consommateurs. En donnant la priorité aux familles françaises, et non pas aux marges ou aux privilèges des intermédiaires, il a bâti une marque qui reste aujourd'hui un symbole de pouvoir d'achat et de commerce juste.

Alors, pour tous ceux qui examinent leur propre industrie, la question posée à la fin du texte résonne avec force : quelles règles "intouchables" freinent l'innovation ? Quel système mérite d'être défié pour créer plus de valeur pour le grand public ? Parce que parfois, briser un carcan vieux de plusieurs décennies est le premier pas vers une révolution.



R212 **LDJ**

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

ويب راديو مغاربة العالم
**WEB RADIO
DES MAROCAINS
DU MONDE**

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

LA THÉORIE DU CHEVAL MORT : UNE ANALYSE GÉOPOLITIQUE DE L'OBSTINATION STRATÉGIQUE ALGÉRIENNE

Dans le paysage complexe des relations internationales au Maghreb, certaines dynamiques politiques persistent malgré leur apparente inefficacité. Le conflit autour du Sahara marocain représente l'un des différends territoriaux les plus durables de la région, mobilisant depuis des décennies d'importantes ressources diplomatiques, économiques et militaires. Cette situation soulève une question fondamentale : comment expliquer la persistance d'un État dans une stratégie largement perçue comme vouée à l'échec ? Le concept de la "théorie du cheval mort" offre un prisme analytique pertinent pour décrypter ce phénomène d'obstination géopolitique qui caractérise certaines postures diplomatiques régionales. À travers une analyse multidimensionnelle, nous examinerons les mécanismes psychologiques, institutionnels et stratégiques qui sous-tendent cette dynamique particulière, ainsi que ses implications pour l'équilibre régional et le développement des pays concernés.

La théorie du cheval mort : un cadre conceptuel pour comprendre l'obstination politique

Genèse et Principes d'un Modèle Explicatif

La théorie du cheval mort constitue une métaphore analytique qui illustre comment certaines entités politiques, qu'il s'agisse d'individus, d'organisations ou d'États souverains, s'accrochent irrationnellement à des projets manifestement condamnés à l'échec. Cette construction théorique repose sur un postulat simple : lorsqu'on découvre que le cheval que l'on monte est mort, l'attitude rationnelle consiste à descendre et à chercher d'autres moyens pour avancer. Pourtant, dans la praxis politique, nombreux sont les acteurs qui, confrontés à cette évidence, déploient des stratégies alternatives pour maintenir l'illusion de la viabilité de leur projet.

Cette théorie s'articule autour de mécanismes cognitifs et institutionnels complexes qui permettent de perpétuer l'engagement dans des voies sans issue. Parmi ces mécanismes, on peut identifier l'escalade d'engagement, le biais de confirmation, l'inertie bureaucratique et la cristallisation identitaire autour de certaines causes politiques. Ces facteurs créent un écosystème décisionnel où l'abandon d'une stratégie inefficace devient presque impossible, malgré les évidences empiriques de son échec.

Manifestations comportementales et institutionnelles

L'obstination caractéristique de la théorie du cheval mort se manifeste par un répertoire d'actions spécifiques qui visent à éviter la confrontation avec la réalité. Ces comportements incluent l'intensification des investissements avec des



injections continues de ressources supplémentaires dans l'espoir de raviver un projet moribond. On observe également une restructuration administrative fréquente, avec des changements des responsables sans modification substantielle de la stratégie fondamentale. La multiplication des analyses se traduit par la création de comités d'études produisant des rapports qui évitent soigneusement les conclusions dérangeantes. On assiste aussi à une redéfinition conceptuelle avec l'altération des critères d'évaluation pour maintenir l'illusion du succès. Enfin, l'externalisation des responsabilités permet l'attribution des échecs à des facteurs externes plutôt qu'à des défauts inhérents à la stratégie elle-même.

Ces manifestations révèlent un mécanisme de défense cognitive collectif qui protège les institutions et les individus de la dissonance causée par la reconnaissance de l'échec.

Application au contexte Maghrébin : le cas du conflit autour du Sahara marocain

Dimensions Historiques et Contextuelles du Différend

Le conflit concernant le Sahara marocain illustre de manière paradigmatique les principes de la théorie du cheval mort. Cette dispute territoriale, qui oppose principalement le Maroc et l'Algérie (cette dernière soutenant le Front Polisario), perdure depuis la décolonisation espagnole du territoire en 1975. Malgré l'évolution significative du contexte international et

régional en faveur de la solution proposée par le Maroc, certaines positions diplomatiques demeurent figées, reflétant une rigidité stratégique caractéristique du syndrome du cheval mort.

L'investissement massif de ressources dans ce conflit par l'Algérie – estimé à quelque 500 milliards de dollars – témoigne d'un niveau d'engagement qui transcende les considérations d'efficacité ou de rentabilité politique. Cette mobilisation s'inscrit dans une perspective plus large de rivalité régionale où le différend territorial sert de proxy à une compétition géopolitique plus profonde pour l'hégémonie maghrébine.

Anatomie d'une obstination stratégique

L'analyse de la position algérienne dans ce conflit révèle plusieurs caractéristiques typiques de la théorie du cheval mort. On observe une persistance malgré les évolutions diplomatiques internationales avec le maintien d'une position inflexible en dépit de la reconnaissance croissante de la souveraineté marocaine par plusieurs puissances internationales, y compris les États-Unis sous l'administration Trump et de la France. L'allocation disproportionnée de ressources se traduit par une mobilisation continue de moyens financiers, diplomatiques et militaires considérables, malgré les défis économiques internes auxquels le pays fait face. L'instrumentalisation idéologique permet l'intégration du soutien au Polisario dans le narratif identitaire national, rendant toute remise en question politiquement coûteuse sur le plan intérieur. Enfin, la multiplication des forums et initiatives diplomatiques se manifeste par l'organisation régulière de conférences et de campagnes internationales dont l'efficacité demeure limitée face aux avancées diplomatiques marocaines.

Ces manifestations s'inscrivent dans un cadre plus large où l'abandon de la position historique représenterait non seulement une défaite diplomatique, mais également une remise en question fondamentale de certains piliers de la politique étrangère.

Les mécanismes cognitifs et institutionnels de l'obstination

Facteurs psychopolitiques

La persistance dans des stratégies inefficaces s'explique en partie par des mécanismes psychologiques profonds qui affectent la prise de décision politique. Parmi ces facteurs, on peut identifier l'escalade d'engagement, phénomène par lequel les décideurs augmentent leur investissement dans une ligne d'action précisément parce qu'ils y ont déjà consacré d'importantes ressources. La dissonance cognitive crée un état de tension psychologique qui pousse les individus et les institutions à éviter les informations contradictoires avec leurs croyances établies. L'ancrage narratif permet l'intégration d'une position politique dans le récit national, rendant son abandon équivalent à une remise en question identitaire profonde. La peur du vide stratégique génère une appréhension face à l'abandon d'une politique de longue date sans alternative clairement définie.

Ces mécanismes interagissent pour créer un verrouillage cognitif qui rend extrêmement difficile la réévaluation objective des stratégies adoptées.

Contraintes institutionnelles et structurelles

Au-delà des facteurs psychologiques, des contraintes institutionnelles contribuent également à la perpétuation de stratégies inefficaces. L'inertie bureaucratique se manifeste par une résistance naturelle des structures administratives au changement, particulièrement lorsque des départements entiers sont dédiés à une cause spécifique. Les dynamiques de politique intérieure permettent l'instrumentalisation de causes extérieures pour maintenir la cohésion nationale ou détourner l'attention des difficultés domestiques. Les engagements internationaux créent une difficulté à revenir sur des positions défendues pendant des décennies sans perdre en crédibilité diplomatique. La capture politique reflète l'influence des groupes d'intérêt qui bénéficient du maintien du statu quo et résistent activement à tout changement d'orientation.

Dans le cas algérien, ces contraintes sont particulièrement saillantes, avec des structures militaires et diplomatiques profondément investies dans la question saharienne.



Conséquences et implications régionales

Impact économique et développemental

L'obstination dans des conflits interminables entraîne des coûts d'opportunité considérables pour toute la région maghrébine. Elle constitue un frein à l'intégration économique régionale, la fermeture des frontières entre le Maroc et l'Algérie depuis 1994 représentant un obstacle majeur au développement économique régional, limitant les échanges commerciaux et les projets d'infrastructure communs. Le détournement de ressources se traduit par l'allocation de budgets considérables aux dépenses militaires et diplomatiques au détriment d'investissements dans le développement humain, l'éducation et les infrastructures. Les estimations économiques suggèrent que le coût du non-Maghreb représenterait une perte de 2 à 3 points de croissance annuelle pour les pays concernés.

Reconfiguration géopolitique et nouveaux paradigmes

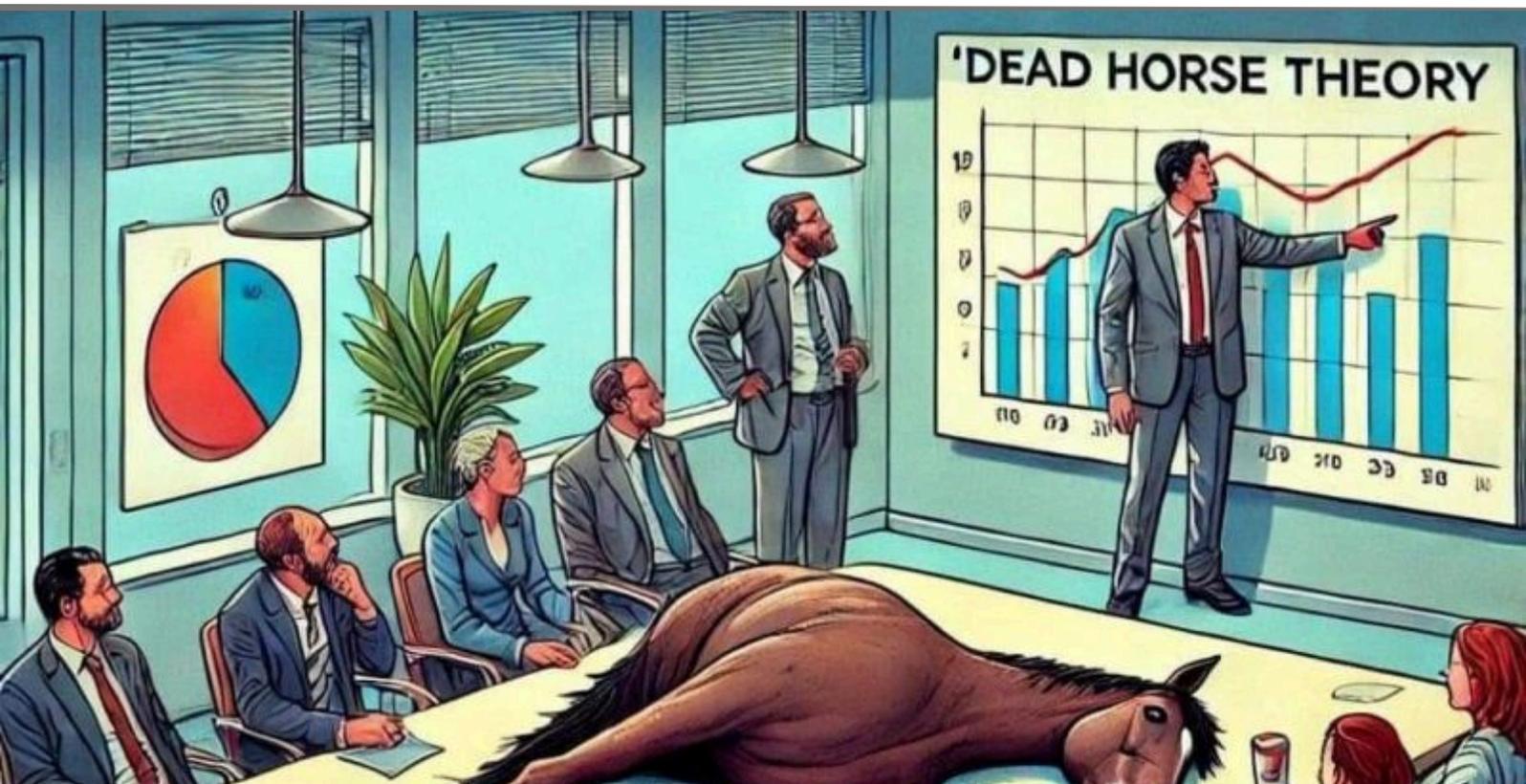
La persistance du conflit saharien s'inscrit aujourd'hui dans un contexte géopolitique en mutation profonde. L'évolution des alliances internationales, notamment les accords d'Abraham, a modifié les équilibres régionaux traditionnels. Les préoccupations sécuritaires communes liées à l'émergence de menaces transnationales comme le terrorisme et les migrations irrégulières créent des impératifs de coopération qui transcendent les différends historiques. Les nouvelles priorités des puissances extérieures se manifestent par le fait que les États-Unis, l'Union européenne et la Chine privilégient désormais la stabilité régionale et les opportunités économiques aux considérations idéologiques héritées de la Guerre froide. Ces transformations remettent en question la viabilité à long terme des positions rigides qui caractérisent l'approche du cheval mort.

Conclusion

La théorie du cheval mort offre un cadre analytique éclairant pour comprendre la persistance de certains États dans des stratégies diplomatiques objectivement inefficaces. Dans le contexte maghrébin, elle permet de décrypter les mécanismes complexes qui sous-tendent l'obstination algérienne dans le conflit du Sahara marocain, malgré son coût exorbitant et ses perspectives limitées de résolution favorable. Cette analyse révèle comment l'enchevêtrement de facteurs psychologiques, institutionnels et géopolitiques peut conduire à un verrouillage stratégique qui transcende les considérations rationnelles d'efficacité ou de coût-bénéfice. Au-delà du cas spécifique étudié, elle met en lumière un phénomène plus large de rigidité stratégique qui affecte de nombreux conflits internationaux prolongés.

La conscience de ces mécanismes pourrait constituer un premier pas vers leur dépassement. Une réévaluation pragmatique des positions historiques, centrée sur les besoins de développement des populations plutôt que sur les rivalités géopolitiques héritées, représenterait une avancée significative pour l'ensemble de la région maghrébine. L'abandon du "cheval mort" diplomatique, par l'Algérie, pourrait ainsi ouvrir la voie à de nouvelles dynamiques de coopération régionale plus conformes aux défis contemporains et aux aspirations des peuples concernés.

Rédigé par Hicham EL AADNANI





L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR!

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO, ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



Réaménagement de Rabat, un rêve royal qui date

Rabat en mutation : modernisation ou exclusion ? Entre ambition légitime, contestations citoyennes et erreurs de communication, la transformation urbaine de Rabat soulève de nombreuses questions. Une chose est sûre : la ville est en pleine métamorphose.

Au bout de plus d'un mois de polémiques, parfois justifiées, souvent infondées, Mme le maire de Rabat, Fatiha El Moudni, est enfin sortie de son silence pour expliquer le nouveau plan d'aménagement qui vise, dit-elle en substance, à faire de la ville un pôle culturel, économique et touristique à la hauteur des attentes de ses habitants et des visiteurs. Cette ambition coïncide, ajoute-t-elle, avec l'organisation prochaine d'événements internationaux d'envergure, telles que la Coupe d'Afrique des Nations et la Coupe du Monde 2030.

Même si l'on a eu la peut-être fausse impression que l'on assistait à un numéro de ventriloque où celui qui parle n'est pas celui que l'on voit, on ne peut que souscrire au projet dans son ensemble, et la maire a encore raison lorsqu'elle assure que "Rabat mérite le meilleur plan d'aménagement possible, d'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement d'une capitale administrative, mais aussi d'une capitale culturelle et touristique qui attire de plus en plus d'investissements".

Il va de soi que toute transformation urbaine d'envergure s'accompagne de défis et de contestations, notamment lorsque des destructions et expropriations sont nécessaires. Rappelons-nous-en : tout au long de la réalisation du Tramway, un ouvrage destiné pourtant aux classes sociales moyennes et pauvres, on a vu sortir du bois les rôleurs de tous bords en dépit de son utilité évidente pour qu'ils se rendent à cette évidence qu'après sa réalisation

Néanmoins, pour réussir sans accrocs le processus réaménagement, il était impératif de respecter un cadre rigoureux alliant concertation et débat publics en amont – ce qui a fait gravement défaut – des compensations justes (solutions de relogement, indemnisation équitable) et une communication claire des objectifs et bénéfices du projet pour éviter les incompréhensions et résistances.

Faute de l'avoir fait, on assiste, comme avant et après chaque match de football, à des apprentis entraîneurs dire ceux qu'il faudrait aligner et après coup ce qu'il aurait fallu faire, et l'on voit nombre de critiques contre le plan de réaménagement de la capitale discuter, ce qui est sain en soi, les choix des autorités, certains s'érigeant en maîtres d'ouvrage pour en conclure hâtivement et sans craindre l'exagération que l'on veut faire de Rabat un antre exclusif pour riches.

Les principaux objets de la contestation

Dans le collimateur des contestataires, le passage à l'acte sans préliminaires, les destructions de douar Laaskar et des masures Sanya Al Rharbia au quartier l'océan, ainsi que l'élargissement de l'Avenue Mohammed VI considérée comme une artère déjà suffisamment bien lotie.



Le cas de douar al-asskar et les masures du quartier l'Océan n'est pourtant blâmable que par les conditions dans lesquelles il a été mené. L'élargissement de l'avenue Mohammed VI est lui, un faux procès. Ceux auxquels il arrive de l'emprunter habituellement ou occasionnellement ne peuvent que constater qu'il est de plus en plus difficile à circuler, particulièrement aux heures de pointe.

Mais au-delà des encombrements actuels, il y a cet avenir déjà présent. Face à une urbanisation galopante et à la saturation des espaces intra-muros, Rabat "repense" sans attendre et par le fait accompli son expansion. Car à moins de commettre le sacrilège de toucher à la Ceinture verte, l'un des traits de génie du défunt Roi Hassan II, l'une des solutions les plus viables qui s'offre à la ville est l'extension vers Zaïr et Aïn Aouda, situées au sud-est de la capitale. Ces zones, encore largement rurales, offrent un potentiel d'urbanisation permettant d'alléger la pression foncière sur Rabat et Témara, tout en évitant une croissance désordonnée.

Situées après et quasi parallèlement à Témara, d'ores et déjà saturé, ces localités bénéficient d'une relative proximité avec Rabat, facilitant leur intégration dans la dynamique métropolitaine. L'expansion de Rabat vers cette zone n'est plus d'ailleurs une simple hypothèse d'étude. Aïn Aouda, en particulier, connaît déjà une transformation accélérée, portée par plusieurs projets de logements et d'infrastructures, et avant d'arriver à Aïn Aouda toute une nouvelle commune, Al-Manzah, est en train de sortir de terre juste après le siège de la DGED qui n'a pas non plus été épargné par l'expropriation.

RECONSTRUCTION D'AL HAOUZ, C'EST LENT ET DÉSOLANT...

Il y a des moments dans la vie des nations où il faut, finalement, admettre la réalité et dire la vérité. Le 8 septembre 2023, la montagne dans la région d'al Haouz a tremblé, fortement tremblé, et détruit à peu près tout dans les zones secouées ; des milliers de morts et de blessés et des centaines de constructions endommagées, des familles entières sinistrées, endeuillées, sans abri... On parle de reconstruction, on déroule, comme à l'habitude, des chiffres... Mais la réalité semble autre.

Chacun se souvient de ce formidable et irrésistible élan de solidarité populaire, citoyenne, dès le lendemain du tremblement de terre. Partout au Maroc, les grandes surfaces avaient été vidées, les gens achetant ce qu'ils pouvaient pour venir en aide aux victimes ; des convois de centaines de véhicules prenaient la route de la montagne, bravant le danger des répliques, des éboulis et des effondrements. Le roi Mohammed VI s'était personnellement impliqué dès la survenue du drame, coordonnant à son niveau l'ensemble des secours, déblaiement, approvisionnements, déplacements des sinistrés, déblocage de budgets importants.

Dix-huit mois plus tard, quel est le bilan de la reconstruction ? Où en est-on ? Le gouvernement affirme que tout va bien, les associations sont plus sceptiques, plus mesurées, plus nuancées ; non, disent-elles, tout ne va pas bien, et parfois, ça ne va pas du tout. La vérité et la réalité doivent se situer quelque part entre les deux ; on ne peut décemment pas dire que les pouvoirs publics n'aient rien fait, de même que l'on ne peut donner crédit à tous ces chiffres de réalisations qui ne correspondent pas à la force des images de gens sinistrés et à l'impact de leurs témoignages.

Entre les décisions prises au plus haut niveau politique et leur déclinaison sur le terrain, on relève des déperditions. Qui entre dans le cadre des programmes ? Comment se comportent les responsables ? Les chiffres fournis par le gouvernement ou la préfecture sont-ils vraiment fiables et, puisque c'est certainement oui, comment les prouver alors que tant de témoignages terribles affluent de plus en plus des régions concernées ? Ce qui ressort de manière insistante est que si l'Intérieur fait son travail dans l'excellence requise (avec les brebis galeuses qui confirment la règle), le département de l'Aménagement du territoire national, de l'Habitat, etc... et le groupe al Omrane restent à la traîne.

Le 20 septembre 2023, douze jours après que la terre eut tremblé, le roi Mohammed VI avait présidé une réunion lors de laquelle de grandes décisions avaient été prises. Parmi elles, « le souverain a de nouveau insisté sur l'importance d'être à l'écoute permanente de la population locale afin de lui apporter des solutions adaptées, tout en accordant l'importance nécessaire à la dimension environnementale et



en veillant à respecter le patrimoine unique et les traditions et modes de vie de chaque région ». Cela a-t-il été réalisé ? Il faut croire que non, sauf à considérer que toutes les personnes témoignant à visage découvert mentent !

Et de fait, comme ailleurs, comme pour d'autres grandes problématiques nationales, une coordination nationale a vu le jour, une coordination des victimes et de leurs associations. Il faudrait s'inquiéter, ou au moins s'interroger, sur la raison de la création de ces coordinations, dans le domaine de l'éducation nationale, des étudiants en médecine et en pharmacie... et aujourd'hui des victimes du séisme d'al Haouz. Pourquoi ? Pour les mêmes raisons qu'ailleurs, en l'occurrence une absence des corps intermédiaires comme les partis politiques. Seul le PPS, à son habitude, est monté au créneau pour réclamer fin décembre dernier une commission d'enquête, « pour évaluer l'avancement des opérations de reconstruction, d'hébergement et de réhabilitation des zones sinistrées ». On n'en a plus entendu parler depuis... Le PJD aussi s'était élevé contre des pratiques de corruption dans les opérations de recensement et de corruption, ce qui avait immédiatement déclenché une investigation de l'Intérieur, elle-même ayant débouché sur plusieurs arrestations.

Et si cette coordination ne nie aucunement les efforts consentis par l'Etat, elle épingle néanmoins les retards, les dysfonctionnements, les entraves administratives et surtout, les terribles conditions de vie actuelles des sinistrés, ou du moins d'un bon nombre entre eux.

Une Vision Royale pour une Capitale Moderne

Loin d'être un projet conjoncturel, la transformation de Rabat s'inscrit dans un cadre plus large initié par le Roi Mohammed VI dès son accession au trône. Et c'est à ce niveau que le lien fait avec les coupes du monde et d'Afrique est une erreur de communication, les deux échéances n'ayant été que des accélérateurs.

Dès le début des années 2000, avec le lancement du plan d'aménagement de la vallée du Bouregreg qui a marqué une étape majeure, suivi par le programme « Rabat, Ville Lumière, Capitale Marocaine de la Culture », le souverain a inscrit la mise à niveau de la capitale dans une volonté de modernisation équilibrée alliant héritage historique de la ville et modernisation.

Le projet Bouregreg, emblématique de cette mutation urbaine, a permis de réhabiliter les berges du fleuve tout en reliant Rabat et Salé par des infrastructures modernes. Parmi les réalisations notables on retiendra la marina et la corniche, devenues des espaces de loisirs et de tourisme attractifs, le Grand Théâtre Mohammed VI, chef d'œuvre de l'architecture déconstructiviste, et le Musée d'Art Moderne, renforçant l'offre culturelle, sans oublier la rénovation de sites historiques comme la kasbah des Oudayas et le Chellah.

Dans cette continuité, le programme « Rabat Ville Lumière » a mis l'accent sur la rénovation des grandes artères, l'amélioration des espaces verts et le développement des transports durables, avec notamment le tramway et la mise à nouveau du transport urbain par bus, en attendant le tour des taxis qui ne saurait tarder.

Ainsi, ponts, tramway, rocade et autres trémies ont énormément contribué à faciliter la mobilité à Rabat et entre Rabat et Salé. Si bien qu'aujourd'hui, Rabat, est l'une des plus belles villes du Royaume, en voie de parachèvement, telle que rêvée et pensée il y a longtemps depuis la rive droite.

Rédigé par Naim Kamal



Joud, It's No Goud ?

L'exploitation de la pauvreté : une stratégie électorale déguisée ?

Dans un contexte où la technologie 5G est en discussion, la diffusion des images polémiques se fait à une vitesse fulgurante. Récemment, une photographie montrant un camion communal stationné devant une demeure privée a ravivé le débat sur l'utilisation des ressources publiques à des fins électorales. Plus précisément, cette situation met en lumière une pratique persistante : l'usage du soutien aux populations vulnérables comme outil de consolidation du pouvoir politique.

L'affaire a émergé lorsqu'il a été signalé que des paniers alimentaires étaient distribués sous l'égide d'une organisation présentée comme philanthropique, mais dont les liens avec les cercles de pouvoir sont notoires. Cette pratique, bien que présentée comme un acte de bienfaisance, soulève des interrogations quant à son impartialité et son réel objectif.

Des voix issues de différentes sensibilités politiques ont réagi, qualifiant ces méthodes d'abus d'influence et d'atteinte aux principes d'équité électorale. La question de l'exploitation des équipements publics pour mener ces campagnes d'aide, souvent en période pré-électorale, est au cœur des préoccupations. L'usage d'un camion municipal pour transporter ces aides humanitaires ne relève-t-il pas d'un favoritisme politique masqué sous une apparence de solidarité ?

Dans ce contexte, certains responsables publics ont été interpellés sur les mesures mises en place pour prévenir ces pratiques controversées. L'utilisation des fonds et des ressources communales pour des opérations à caractère partisan pose une véritable question de transparence et de gouvernance.

Face à ces critiques, les décideurs concernés ont préféré adopter une posture prudente, se limitant à des déclarations évasives. Pourtant, l'affaire ne semble pas devoir s'arrêter là. Elle réactive le débat plus large sur le rôle de certaines organisations dites philanthropiques et leur poids dans l'arène électorale.

Ce n'est pas la première fois que des interrogations surgissent quant aux méthodes de financement et d'action de ces structures. Les campagnes électorales passées ont déjà été marquées par des accusations d'achat de votes déguisé sous forme d'aides sociales. Cette stratégie, visant à capitaliser sur la détresse des populations vulnérables, est non seulement moralement discutable, mais elle remet aussi en question l'équité du processus démocratique.

La gouvernance locale se trouve également impliquée dans cette affaire. Un courrier officiel a été adressé aux responsables municipaux leur rappelant l'interdiction formelle d'utiliser des biens publics à des fins politiques. Mais cette mise en garde suffira-t-elle à freiner ces pratiques récurrentes ? L'opinion publique, souvent désabusée par ces révélations répétées, exprime une méfiance grandissante envers la classe politique.

مؤسسة جود للتنمية
 +٤٤00٣١١ ١٤٨ ٤١٤٤٤
 La Fondation JOUD
 Pour le développement

Dans une société où l'argent joue un rôle central dans les campagnes électorales, la question de l'influence économique sur le choix des électeurs demeure cruciale. La démocratie peut-elle réellement s'exprimer librement lorsque la pauvreté est instrumentalisée comme levier de persuasion politique ? Ce questionnement, loin d'être anodin, interpelle sur la nécessité d'un encadrement strict des pratiques électorales et d'une véritable séparation entre action sociale et enjeux partisans.

L'affaire en cours ne sera sans doute pas la dernière de ce genre. Mais elle pose, une fois de plus, l'urgence d'une réflexion en profondeur sur les moyens de garantir une vie politique plus intègre, où l'aide aux plus démunis ne servirait pas d'outil de manipulation électorale.

Et la coordination met la pression, exacerbe les tensions et appelle à des manifestations. Ce qui est difficile à comprendre, et même à admettre, est que l'Etat marocain, engagé dans la réhabilitation de pleins quartiers de ses grandes villes (Casablanca, Rabat, Marrakech) multiplie les expropriations et leur recasement ailleurs, ce qui signifie que les pouvoirs publics ont les moyens financiers, matériels et techniques de reloger, même provisoirement, dans des conditions dignes, ces sinistrés du séisme. Les autorités délogent des gens qui n'ont rien demandé et les relogent ; elles devraient pouvoir le faire avec les gens du Haouz qui, eux aussi, n'ont rien demandé et ont même vécu un drame.

Et comment faire comprendre à ces personnes sinistrées, à cette coordination, que le Maroc, capable de réaliser des miracles d'organisation, appelé à construire stades, routes, autoroutes, LGV... pour la CAN et le Mondial, surmontant toutes les difficultés d'ordre organisationnel et financier, demeure incapable de satisfaire les populations victimes du tremblement de terre ? Et satisfaire, c'est bien plus dans le sérieux et l'intention que dans la réalisation finale ; les gens veulent juste être convaincus que le travail est fait, en continu, qu'ils ne sont pas oubliés, laissés pour compte... qu'ils ne sont pas livrés aux méfaits des mafias de la corruption, suite à de forts soupçons consécutifs à l'arrestation de plusieurs personnes en janvier 2025 !

Et bien évidemment, encore une fois, c'est le manque de communication, d'explication qui fait autant de mal que le mal lui-même. Les gens comprennent qu'un séisme, c'est pour certains un risque naturel, pour d'autres une volonté divine, mais ils ne comprennent pas ce qu'ils considèrent comme des attermoissements ou, plus grave, une nonchalance (pour éviter le terme indifférence) des autorités en charge de leur drame.

M. Akhannouch, Mme Mansouri, M. El Ghazaoui d'al Omrane, c'est quand vous voulez, pour aller devant l'opinion publique et expliquer ce qui se passe, ce qui ne s'est pas fait et pourquoi n'a-t-il pas été fait.

Rédigé par Aziz Boucetta



LA QUESTION DE LA CYBERCRIMINALITÉ ET DE LA CYBERSÉCURITÉ AU MAROC

Dans son livre intitulé «Aspects juridiques de la cybercriminalité et de la cybersécurité au Maroc», Radouane Mrabet explore les défis légaux d'un cyberspace marocain sécurisé. Il salue les avancées réalisées au niveau législatif et institutionnel, mais pointe également les lacunes persistantes et plaide pour une approche collective et une législation actualisée. Un essai clé pour comprendre les enjeux d'un sujet de première importance.

Voici un ouvrage de référence de Radouane Mrabet, qu'il faut recommander: «Aspects juridiques de la cybercriminalité et de la cybersécurité au Maroc» (octobre 2024, 342 p.). Son hypothèse de travail est celle-ci: bâtir un environnement numérique sécurisé et résilient au Maroc. De quoi s'agit-il? S'articulant autour de trois parties et onze chapitres, il se propose d'appréhender les enjeux juridiques de la cybercriminalité et de la cybersécurité dans le Royaume.

Son auteur a les qualifications pour mener à bonne fin cet ouvrage portant sur une problématique de fond, tournée vers des propositions et des pistes ne pouvant que retenir l'intérêt des politiques publiques. Président de l'Université Mohammed V- Souissi de Rabat, puis de l'Université Sidi Mohamed Ben Abdallah de Fès, directeur de l'École nationale supérieure d'informatique et d'analyse des systèmes (ENSIAS) et docteur d'État spécialisé dans les réseaux de communication, Radouane Mrabet est également ingénieur d'État de l'École Mohammadia des ingénieurs en systèmes informatiques.

Sur des aspects juridiques, la précision et la cohérence des termes sont de première importance. Elles permettent de faire référence à des cadres opératoires pour une bonne application de la législation, aidant ainsi au règlement des litiges et à la prévention des différends. L'auteur insiste sur l'importance des classements internationaux en matière de cybersécurité pour les gouvernements, les entreprises et les citoyens: ils ne peuvent qu'influencer «la stratégie, la politique et l'approche globale des pays, y compris le Maroc». Il relève à cet égard les progrès du pays avec la mise en place de cadres juridiques, techniques et organisationnels, et note en creux les insuffisances liées à des lacunes touchant notamment les capacités de développement. Il recommande une amélioration de l'analyse des menaces cybernétiques, la sensibilisation et la cyberdéfense militaire. L'objectif? Rester vigilant, proactif et assurer un environnement numérique sûr et fiable. À cette fin, la consolidation et la promotion de la coopération doivent être prioritaires pour faire face aux menaces croissantes dans le cyberspace.

Cela nécessite un cadre international cohérent, avec des définitions communes et des procédures harmonisées: c'est la clé de la garantie d'une réponse globale et efficace. La ratification par le Maroc de la Convention de Budapest en 2018 -entrée en vigueur en 2004- traduit bien son souci de renforcer sa résilience face à la cybercriminalité et de consolider un cyberspace sécurisé pour tous.



Avec la loi N° 07-03 du 11 novembre 2003, le Code pénal a été complété en sanctionnant les infractions relatives aux systèmes de traitement automatisé des données.

Mais ce texte pointe aussi les insuffisances: certaines infractions spécifiques à la Convention de Budapest ne sont pas couvertes, telle l'interception illégale de données. À n'en pas douter, la législation actuelle doit être mise à jour et complétée. La loi n° 05-20 sur la cybersécurité (25 juillet 2020) traduit une nouvelle avancée dans l'institution de structures et de procédures dédiées à la gestion de la cybersécurité. Elle crée ainsi le Comité stratégique de la cybersécurité, le Comité ad hoc de gestion des crises et des événements cybernétiques majeurs et la Direction générale de la sécurité des systèmes d'information (DGSSI). Cette dernière a un rôle central en la matière: protection des systèmes d'information, qualification des prestataires de services de cybersécurité, audits réguliers, garantie de la conformité aux normes de sécurité. Elle a été suivie la même année par la loi n° 43-20 relative aux services de confiance dans les transactions électroniques (31 décembre 2020) et d'une vingtaine de textes d'application. À noter aussi l'adoption, le 22 juillet 2024, de la Stratégie nationale de cybersécurité 2030, bâtie autour de quatre piliers principaux: la gouvernance nationale de la cybersécurité, la sécurité et la résilience du cyberspace national, le développement des capacités de sensibilisation et enfin la coopération régionale et internationale.

Pour ce qui des règles et dispositions de sécurité applicables aux systèmes d'information des entités, cette loi vise à «garantir un niveau de sécurité élevé et à assurer la protection des actifs informationnels et des infrastructures critiques». Chaque entité doit respecter la politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) à élaborer et à mettre en œuvre. Le référentiel technique défini par la DGSSI régit la sécurité relative à l'externalisation des systèmes d'information.

Tout un dispositif est prévu: capacité d'évaluation des risques, prise de décisions rapide en cas d'incidents, respect et efficacité des mesures de sécurité, sensibilisation et formation du personnel, information sur les bonnes pratiques, etc. Quant aux infrastructures d'importance vitale, elles couvrent un large domaine avec des secteurs clés: transports, énergie, eau, santé, finances et télécommunications.

Elles englobent ainsi des systèmes, des réseaux et des ressources essentiels au bon fonctionnement de la sécurité nationale, de la santé, de la sûreté et de l'économie.

Enfin, il faut noter les règles et les dispositions de sécurité applicables aux opérateurs (exploitants des réseaux publics de télécommunication, fournisseurs d'accès à Internet, prestataires de services de cybersécurité et de services numériques, éditeurs de plateformes Internet). Le souci est de protéger les données contre les cybermenaces croissantes et d'assurer ainsi la continuité et la sécurité des services numériques pour tous les utilisateurs.

Le Maroc est bien classé dans sa politique de protection de la cybersécurité. Il est ainsi au 34ème rang mondial, 7ème dans le monde arabe et 6ème en Afrique. Il reste, selon l'auteur, à se pencher sur les perspectives de développement de ce secteur. Veille et vigilance aussi: le Maroc n'est-il pas très exposé à des attaques incessantes? Il s'agit finalement d'un livre didactique, pédagogique, destiné à un large public. La cybersécurité, n'est-ce pas l'affaire de tous?

Rédigé par Par Mustapha Sehimi



L'UTILITÉ PUBLIQUE EN QUESTION...

Depuis plusieurs mois des opérations de démolition et d'expropriation pour cause d'utilité publique se déroulent dans le quartier de l'océan à Rabat. Des notifications parues au journal officiel décrètent des expropriations à venir sur de grandes artères de la capitale comme l'avenue Mohammed VI qui se trouve être déjà la plus large de la capitale. On parle de passage de tramway sur cette dernière artère, de construction de complexes hôteliers sur la corniche, mais point de précisions de la part des autorités de la wilaya, de la ville, de l'agence urbaine ou même du gouvernement. Les citoyens ont le droit de savoir ce qui va leur être amputé et dans quel but cela va se faire. Ils ont aussi le droit d'en contester la raison, par voie de justice, si l'utilité n'est pas avérée ou sert des intérêts privés, ce qui est interdit par la loi.

Pour ce qui est de l'avenue Mohammed VI, son élargissement n'a aucun sens du point de vue urbanistique, puisqu'elle porte déjà 2 fois 3 voies carrossables avec interdiction de stationner. L'élargir encore plus, cela voudrait dire, plus de voitures et plus de trafic et surtout de vitesse, alors que la tendance mondiale est à la vitesse basse, pour moins de pollution. Des rumeurs parlent de passage du tramway, alors que celui-ci ne sera pas utilisé par les habitants du souissi ou de la pinède, attachés à leurs voitures. De plus le tramway au Maroc n'est utilisé, surtout à Rabat que par les classes moyennes et les étudiants, catégories sociales qui n'existent pas à l'Est de la capitale, qui est un repère de gens ultra riches qui préfèrent affréter des chauffeurs pour le déplacement de leur bambins à l'école ou pour faire des courses. Il aurait mieux valu construire un tramway entre Témara, Hay Ryad et le centre-ville, c'est plus logique et plus utile. On a aussi parlé d'un élargissement pour augmenter la taille du trottoir de cette avenue, où à l'heure actuelle très peu de gens marchent à pied...

Ceci sans compter que la future expropriation qui sera opérée sur ladite avenue va tuer les commerces, stations de services, restaurants, banques qui peinent déjà à y exister. Par ailleurs cette avenue a été refaite il y a moins de 10 ans avec plus de 2000 palmiers plantés et des candélabres onéreux. On va tout détruire à nouveau pour replanter et recommander de nouveaux candélabres onéreux ? Cela s'appelle de la gabegie et de la dilapidation de deniers publics, pour une utilité future fort douteuse...

Pour ce qui est du quartier de l'océan et de douar Laasker, les gens qui habitaient depuis plus de 80 ans n'ont eu que quelques jours pour déguerpir de leurs masures pour aller s'installer à Ain Aouda ou à Tamesna en pleine année scolaire. Pour quelle utilité publique a-t-on fait déménager ces populations historiques de Rabat ? Nul ne le sait et personne ne s'estime obligé de donner des explications. À part les élus du FGD, les politiciens demeurent inexplicablement muets...

Tout cela serait entrepris dans le cadre de la coupe d'Afrique et de la coupe du monde. Pourquoi chambouler toute une ville pour des événements qui ne vont durer que un mois et demi tout au plus, à chaque fois ?...



RACHID BOUFOUS

Je vis à Rabat depuis 50 ans sans interruption. Je connais parfaitement cette ville et ses habitants historiques. J'ai étudié dans ses écoles publiques. Les premiers de la classe venaient de ces quartiers populaires, témoignant ainsi que cette ville a toujours favorisé l'ascension sociale de ses habitants. Nous avons toujours vécu en harmonie avec ces populations, travailleuses, fidèles à leur ville et dont ils ont contribué à bâtir la civilisation. Vouloir changer la composition sociale de la capitale est une hérésie urbanistique pure et simple...

Une ville a besoin de toutes ses classes sociales pour continuer à vivre. Rabat a besoin de ses classes sociales pauvres et elles doivent y rester et continuer à y vivre. C'est ce qui fait aussi sa forte identité et renforce sa diversité. Faire de Rabat un ghetto pour riches n'est pas la bonne solution pour un développement urbain serein et harmonieux. Requalifier les quartiers et en moderniser les infrastructures et l'habitat de Rabat est une nécessité impérieuse, mais à la condition d'y reloger ces mêmes habitants historiques. Les jeter très loin de la capitale dans des conditions douteuses, ce n'est que déplacer le problème et non le résoudre.

J'ai dessiné la ville de Ain Aouda dans les années 2000 ou je me suis occupé durant plus de 15 ans des problématiques liées au recasement de bidonvilles venant de la capitale entre autres. Je me suis aussi occupé du plan d'aménagement de Tamesna et de Sidi Yahya de Zaers.

Mais j'ai toujours averti les autorités y compris les ministres de l'habitat et de l'urbanisme de l'époque, sur la dangerosité de concentrer des populations précaires dans les périphéries de la capitale, sans y créer les conditions optimales pour une vie décente et honorable. On ne veut plus de ceinture de pauvreté à Rabat, on l'aura en périphérie, et le problème ne sera pas résolu pour autant...

Rabat a besoin de la constitution d'une aire urbaine équilibrée. Aujourd'hui on déstructure la capitale du point de vue urbanistique sans apporter les solutions adéquates à un vivre-ensemble qui existe depuis des centaines d'années sur ce territoire.

De l'autre côté, on continue désespérément de geler l'urbanisation des 1200 hectares du plateau d'Akreuch, qui constitue le vrai poumon urbain pour que la capitale continue à se développer sereinement.

En 2019 j'avais proposé aux autorités de la ville de déplacer toute la capitale administrative vers le plateau d'Akreuch. J'avais dessiné un plan d'aménagement du plateau dans ce sens. J'y mettais beaucoup de mixité de lots et d'usages afin que les habitants de la capitale puissent continuer de vivre à Rabat et ne soient pas contraints d'exiler leurs enfants à Salé et à Temara, à cause de la rareté et de la cherté du foncier dans la ville.

Je proposais aussi un montage technico-financier pour indemniser les propriétaires d'Akreuch selon le modèle édicté dans le Dahir instituant les syndicats de propriétaires urbains, utilisé par Lyautey pour fabriquer le centre-ville de Casablanca et qui a montré son efficacité dans pareille intervention.

À l'époque, les autorités de Rabat étaient enthousiastes à cette idée que j'avais proposée.

Depuis, de nouvelles autorités ont jeté tout ce travail à la poubelle et fait établir un nouveau plan d'aménagement du plateau d'Akreuch qui n'a aucun sens urbanistique perpétuant un zonage en villas de 2000 m² alors que le prix actuel de ce type de lot a dépassé les 5000 dh/m² ce qui porte le lot à 1 milliard de centimes, hormis la construction, et l'on n'a toujours pas réglé le problème de l'aménagement du plateau, de son assainissement et des autres réseaux...

Bref, les gens qui ont en charge l'urbanisme de la ville de Rabat, n'ont rien compris à son développement à travers les âges et ne font que déplacer les problèmes de la ville au lieu de les résoudre durablement.

Tout ce qui compte c'est exproprier, détruire, vider la capitale de ses habitants historiques et pauvres, alors que l'utilité publique pose dans le cas d'espèce de sérieuses questions quant à sa véritable utilité...

Rédigé par Rachid Boufous



LE MAROC FACE À LA SOIF : LE MODÈLE ACTUEL PEUT-IL ENCORE TENIR ?

UNE CRISE QUI S'ACCÉLÈRE, DES SOLUTIONS QUI TARDENT

Le Maroc traverse l'une des crises hydriques les plus sévères de son histoire. Autrefois perçue comme une ressource abondante, l'eau est désormais au cœur d'un stress hydrique structurel, menaçant la sécurité alimentaire, le développement économique et la stabilité sociale. Le constat est alarmant : la disponibilité en eau par habitant est passée de 2 560 m³ en 1960 à seulement 600 m³ aujourd'hui, plaçant le pays bien en dessous du seuil critique de 1 000 m³ fixé par les Nations Unies. Si cette tendance se poursuit, le Maroc pourrait basculer sous la barre des 500 m³ par habitant d'ici 2030, un niveau synonyme de pauvreté hydrique extrême.

Les indicateurs actuels confirment cette réalité inquiétante, avec des réserves de certaines régions en dessous de 8 % de leur capacité. Le taux de remplissage des barrages est tombé à 18,9 % en mars 2025, contre 31,1 % à la même période l'an dernier. Les précipitations irrégulières et en baisse de 20 % sur les trois dernières décennies n'ont fait qu'accroître cette situation. À cela s'ajoutent la surexploitation des nappes phréatiques, la pollution des ressources en eau et une gestion souvent inefficace des infrastructures. Certaines régions sont déjà en état d'urgence absolue.

Face à cette crise, le gouvernement a multiplié les initiatives : construction de nouveaux barrages, interconnexion des bassins hydriques, développement du dessalement et encadrement de la consommation agricole. Cependant, ces efforts suffisent-ils à garantir la sécurité hydrique du pays ? À l'heure où le changement climatique aggrave l'aridité et où les usages de l'eau se heurtent à des choix économiques parfois discutables, il devient impératif de repenser en profondeur notre rapport à cette ressource vitale.

Si des solutions existent, leur mise en œuvre pose de nombreuses questions : le dessalement est-il une réponse viable ou une fuite en avant ? L'interconnexion des bassins peut-elle compenser la pénurie ? Notre modèle agricole est-il adapté aux contraintes hydriques du pays ?

À travers cet article, nous explorerons les véritables enjeux de la gestion de l'eau au Maroc et les alternatives permettant d'éviter un futur où l'eau deviendrait un privilège plutôt qu'un droit fondamental.

Un modèle agricole à repenser : le grand gaspillage

L'agriculture est au cœur du problème hydrique marocain.



Elle absorbe 85 % à 90% des ressources en eau du pays, un chiffre bien supérieur à la moyenne mondiale, qui oscille autour de 70 % selon la FAO. Pourtant, l'efficacité de cette utilisation est largement discutable. Le modèle agro-exportateur marocain, qui privilégie des cultures gourmandes en eau destinées aux marchés étrangers, accentue la pression sur les ressources hydriques.

Depuis le lancement du Plan Maroc Vert (2008-2020), le pays avait misé sur une agriculture intensive, favorisant des cultures à forte valeur ajoutée, mais souvent inadaptées aux contraintes climatiques locales. Les agrumes, l'avocat, les fruits rouges et même les pastèques en plein désert mobilisent des volumes d'eau colossaux. Un hectare de pastèques à Zagora consomme en moyenne 14 000 m³ d'eau par saison, soit l'équivalent de la consommation annuelle d'une commune de 500 habitants, selon un rapport de l'Institut Royal des Études Stratégiques (IRES, 2023). Cette surexploitation des nappes phréatiques entraîne un assèchement accéléré des aquifères, au point que certaines régions comme le Haouz ou le Souss voient leurs puits s'effondrer sous l'effet d'un pompage excessif.

La situation est d'autant plus paradoxale que ces cultures d'exportation bénéficient d'importantes subventions et avantages fiscaux. L'économiste Najib Aqesbi, critique virulent de cette politique, souligne que les incitations financières massives encouragent des productions à forte consommation d'eau, destinées aux marchés européens, au détriment de la souveraineté hydrique et alimentaire nationale (Aqesbi, 2022).

Cette dépendance aux marchés extérieurs expose également le pays à des risques économiques majeurs : en période de sécheresse ou de crise, la priorité donnée aux exportations réduit encore plus la disponibilité d'eau pour les cultures vivrières et les besoins domestiques.

De plus, malgré la promotion de l'irrigation localisée (goutte-à-goutte), le rendement hydrique reste insuffisant. Selon la Banque mondiale (2024), seuls 60 % de l'eau mobilisée pour l'irrigation est réellement utilisée par les cultures, le reste étant perdu par évaporation ou infiltration non contrôlée. À cela s'ajoutent les pratiques d'irrigation non encadrées, qui aggravent la surexploitation des ressources souterraines.

Le constat est sans appel : l'agriculture marocaine doit revoir son modèle de consommation d'eau. Si le développement agricole est essentiel pour l'économie nationale, il ne peut se faire au détriment de la durabilité des ressources hydriques. Plusieurs pistes doivent être explorées pour concilier agriculture et gestion rationnelle de l'eau :

Réorienter les subventions agricoles vers des cultures moins gourmandes en eau et plus adaptées au climat marocain.

Encadrer strictement l'exploitation des nappes phréatiques, avec des quotas d'extraction et des incitations à la recharge artificielle des aquifères.

Généraliser l'irrigation de précision, en intégrant les technologies numériques (capteurs IoT, intelligence artificielle) pour maximiser l'efficacité de l'eau utilisée.

Donner la priorité à la production locale de cultures vivrières, afin de réduire la dépendance aux importations et garantir la sécurité alimentaire.

Loin d'être une fatalité, la crise hydrique marocaine est le résultat de choix économiques et politiques qui peuvent – et doivent – être repensés. Sans un changement de cap, l'eau continuera d'être consommée de manière irrationnelle, aggravant une situation déjà critique.

Le dessalement : solution miracle ou fuite en avant ?

Face à l'aggravation du stress hydrique, le Maroc accélère le développement des usines de dessalement pour sécuriser son approvisionnement en eau. Présenté comme une alternative incontournable aux précipitations irrégulières et à la surexploitation des nappes phréatiques, le dessalement fait désormais partie intégrante des stratégies nationales. D'ici 2050, le pays ambitionne d'atteindre une capacité de production de 1,7 milliard de m³ par an, contre 430 millions de m³ prévus à l'horizon 2030 (Ministère de l'Équipement et de l'Eau, 2025). Cependant, si cette technologie semble apporter une réponse technique immédiate, elle soulève de nombreuses interrogations économiques, environnementales et sociales.

Une technologie énergivore et coûteuse

Le principal frein au dessalement est son coût énergétique élevé. La méthode la plus utilisée, l'osmose inverse, requiert 3 à 5 kWh d'électricité pour produire 1 m³ d'eau potable (IEA, 2024). Ce besoin massif en énergie rend l'eau dessalée jusqu'à trois fois plus chère que l'eau conventionnelle issue des nappes phréatiques ou des barrages. Aujourd'hui, le coût de production oscille entre 0,50 et 1 dollar par m³, selon la source d'énergie utilisée.

Ce coût est d'autant plus préoccupant que le Maroc reste dépendant des énergies fossiles pour couvrir sa demande énergétique, avec près de 70 % de son électricité issue du charbon et du gaz naturel (ONEE, 2024). Si les usines de dessalement se multiplient sans être couplées à des énergies renouvelables, elles risquent d'aggraver l'empreinte carbone du pays et d'augmenter sa facture énergétique.

Le recours aux énergies renouvelables (solaire, éolien) est une piste prometteuse, mais elle reste limitée. L'usine de dessalement d'Agadir, par exemple, est partiellement alimentée par un parc éolien voisin, mais cette autonomie énergétique ne dépasse pas 30 % des besoins de l'installation. Généraliser ce modèle nécessiterait des investissements massifs dans les infrastructures de production et de stockage d'énergie verte.

Des impacts écologiques non négligeables

Outre son coût énergétique, le dessalement pose un problème majeur : la gestion des rejets salins. Pour chaque litre d'eau douce produit, 1,5 litre de saumure (eau extrêmement concentrée en sel et en produits chimiques) est rejeté dans l'environnement. Ces effluents, souvent déversés en mer ou dans des zones côtières sensibles, augmentent la salinité des eaux marines et perturbent les écosystèmes.

Des études menées en Espagne et en Arabie Saoudite ont montré que les rejets de saumure issus du dessalement réduisent la biodiversité marine et altèrent les habitats côtiers, notamment les récifs coralliens et les herbiers marins (UNEP, 2023). À ce jour, le Maroc ne dispose pas encore d'un cadre réglementaire strict pour encadrer ces rejets et limiter leur impact sur l'environnement.

Par ailleurs, l'implantation des usines de dessalement modifie l'équilibre hydrique régional. En pompant d'importantes quantités d'eau de mer, ces infrastructures modifient la dynamique des courants côtiers et peuvent, à long terme, affecter la température et la composition chimique des écosystèmes marins.

Une privatisation progressive de l'eau ?

L'un des enjeux soulevés par le développement du dessalement est son impact sur la tarification et l'accessibilité de l'eau potable. Le coût élevé de production implique souvent une hausse des prix pour les consommateurs. Dans plusieurs pays où le dessalement est devenu une source principale d'approvisionnement, comme l'Arabie Saoudite, les tarifs de l'eau ont fortement augmenté pour amortir les investissements.

Au Maroc, plusieurs projets de dessalement sont financés via des Partenariats Public-Privé (PPP), où des entreprises privées assurent la construction et l'exploitation des usines en échange de concessions sur la distribution de l'eau. Ce modèle pose la question de la privatisation progressive de l'accès à l'eau, un bien public essentiel. Les expériences passées de gestion privée des réseaux d'eau potable au Maroc (Casablanca, Tanger) ont montré que les délégataires appliquent souvent des tarifs et des politiques de recouvrement strictes, parfois au détriment des populations les plus vulnérables.

Un outil utile, mais insuffisant sans une gestion intégrée

Malgré ses limites, le dessalement reste une solution nécessaire pour répondre aux besoins croissants en eau, notamment dans les zones côtières à forte densité urbaine. Cependant, il ne peut être considéré comme une solution unique et universelle. Sans une gestion plus efficace de la demande et une diversification des ressources, il risque de devenir une réponse coûteuse et inadaptée à la crise hydrique.

Pour éviter une dépendance excessive au dessalement, le Maroc doit impérativement :

Optimiser la consommation d'eau existante en réduisant les pertes dans les réseaux de distribution, qui atteignent 23 % aujourd'hui.

Développer la réutilisation des eaux usées, notamment pour l'irrigation et l'industrie, à l'image de Singapour, où 40 % des besoins en eau sont couverts par cette technologie.

Encourager l'agriculture intelligente et les cultures économes en eau, afin de limiter la pression sur les ressources conventionnelles.

Encadrer la gouvernance du dessalement, en garantissant un accès équitable et en évitant une privatisation déguisée de l'eau potable.

Le dessalement est une réponse technique à la crise hydrique, mais il ne doit pas masquer les véritables enjeux de gouvernance et d'optimisation des ressources. Si mal encadré, il pourrait se transformer en une fuite en avant, où l'eau devient un produit coûteux et à forte empreinte écologique, plutôt qu'un droit fondamental accessible à tous.

Rédigé par Mohammed BENAHMED



REPENSER LA GESTION DE L'EAU : DES ALTERNATIVES DURABLES POUR SORTIR DE L'IMPASSE

Si le dessalement apparaît comme une solution technologique séduisante, il ne constitue pas, à lui seul, une réponse viable à la crise hydrique du Maroc. Les défis énergétiques, environnementaux et financiers qu'il pose appellent à une approche plus équilibrée, intégrant des alternatives plus durables et économiquement viables. Parmi elles, l'interconnexion des bassins hydrauliques se présente comme une option stratégique permettant une meilleure répartition des ressources en eau à l'échelle nationale, tout en limitant les coûts et l'empreinte écologique des infrastructures.

L'interconnexion des bassins : une solution moins coûteuse et plus viable

Face aux disparités régionales en matière de ressources en eau, le Maroc explore une stratégie d'interconnexion des bassins versants afin d'optimiser la distribution de l'eau entre les zones excédentaires et celles en déficit chronique. Cette approche repose sur la création de canaux et d'infrastructures de transfert, permettant d'acheminer l'eau là où elle est le plus nécessaire, réduisant ainsi la pression sur les régions les plus touchées par la sécheresse.

Une réponse aux déséquilibres hydriques régionaux

Le Maroc est caractérisé par une grande variabilité hydrique. Alors que certaines régions, comme le Nord et le Moyen Atlas, bénéficient de précipitations plus abondantes et de barrages bien alimentés, d'autres, comme Souss-Massa, Draâ-Oued Noun et l'Oriental, sont en état de stress hydrique extrême, avec des niveaux de remplissage des barrages inférieurs à 8 % (Ministère de l'Équipement et de l'Eau, 2025).

Pour corriger ces déséquilibres, le gouvernement marocain a lancé un ambitieux projet d'interconnexion des bassins, notamment entre le Loukkos, le Sebou, le Bouregreg et l'Oum Er-Rbia. Ce système vise à redistribuer l'eau des régions excédentaires vers celles qui en manquent, en exploitant les excédents saisonniers des barrages du Nord. L'objectif est de garantir un approvisionnement plus équilibré et une gestion optimisée des ressources en période de sécheresse.

Une alternative plus économique et écologique que le dessalement

Contrairement au dessalement, qui nécessite des infrastructures énergivores et coûteuses, l'interconnexion des bassins repose sur des



infrastructures de transport de l'eau (canaux, conduites forcées, stations de pompage), avec un coût opérationnel bien inférieur :

Dessalement : Coût de production de 0,50 à 1 dollar/m³, avec une consommation énergétique moyenne de 3 à 5 kWh/m³.

Interconnexion des bassins : Coût estimé entre 0,10 et 0,30 dollar/m³, avec une consommation énergétique bien plus faible, principalement liée au pompage.

Outre l'aspect financier, l'impact environnemental est également bien moindre. L'interconnexion ne produit pas de rejets salins ni de polluants chimiques et ne modifie pas les écosystèmes côtiers, contrairement au dessalement. De plus, en limitant l'exploitation intensive des nappes phréatiques, elle permet de préserver les aquifères stratégiques, dont le niveau ne cesse de baisser sous l'effet du pompage excessif.

Expériences internationales et perspectives pour le Maroc

Plusieurs pays ont démontré l'efficacité de cette approche, notamment :

En Espagne, le Transvase Tajo-Segura permet depuis les années 1970 d'acheminer l'eau du Tage (excédentaire) vers le Sud-Est du pays, une région aride à forte activité agricole.

En Chine, le gigantesque projet de transfert Sud-Nord permet de rééquilibrer les ressources en eau entre les bassins du Yangtze et du Fleuve Jaune.

Pour le Maroc, l'interconnexion des bassins pourrait être généralisée au-delà du projet Loukkos-Sebou-Oum Er-Rbia, avec des extensions vers le Sud (Tensift, Souss-Massa, Draâ). Cette infrastructure permettrait d'éviter un recours massif au dessalement et de sécuriser l'eau pour les populations et l'agriculture.

Quels défis à relever ?

Bien que l'interconnexion des bassins soit une option techniquement et économiquement viable, plusieurs défis restent à surmonter :

Même si le coût opérationnel est faible, la construction des infrastructures de transfert exige des investissements initiaux conséquents (expropriations, tunnels, stations de pompage).

La gestion des transferts entre régions nécessite une gouvernance renouvelée et une coordination efficace entre les agences hydrauliques et les collectivités locales pour éviter les conflits d'usage.

Avec la réduction des précipitations, certaines régions historiquement excédentaires pourraient voir leur capacité de transfert diminuer, nécessitant une adaptation aux évolutions climatiques et une flexibilité dans la gestion des flux.

L'interconnexion des bassins : une priorité stratégique pour le Maroc

Si le Maroc veut réduire sa dépendance aux solutions coûteuses et énergivores, l'interconnexion des bassins doit devenir un axe prioritaire des politiques hydriques. Le pays pourrait garantir un accès plus équitable à l'eau en combinant cette approche avec une gestion plus efficace des ressources, tout en limitant son impact environnemental et financier.

Cette stratégie ne peut cependant pas se suffire à elle-même. Elle doit s'accompagner d'un meilleur contrôle des usages agricoles, d'une réduction des pertes dans les réseaux de distribution et d'un renforcement des mécanismes de gouvernance de l'eau. C'est à ce prix que l'interconnexion des bassins pourra jouer pleinement son rôle de solution durable face au stress hydrique marocain.

Repenser la gestion de l'eau : gouvernance, financement et solutions intelligentes

Si les solutions techniques comme le dessalement ou l'interconnexion des bassins sont essentielles, elles restent insuffisantes sans une gouvernance efficace et un financement structuré. Le Maroc doit impérativement moderniser son approche institutionnelle, financière et technologique pour garantir une gestion hydrique plus résiliente et durable.

Une gouvernance de l'eau encore trop fragmentée

Le secteur de l'eau au Maroc souffre d'une dispersion des responsabilités entre plusieurs acteurs : le ministère de l'Équipement et de l'Eau, les agences de bassins hydrauliques, les communes, les opérateurs privés et les sociétés régionales multiservices (SRM). Ce morcellement institutionnel nuit à l'efficacité des décisions et à la mise en œuvre de politiques cohérentes.

Un exemple frappant est la surexploitation des nappes phréatiques. Alors que l'État encourage leur préservation, il peine à imposer des restrictions face aux forages illégaux, qui prolifèrent notamment dans les régions agricoles du Souss et du Haouz. À ce jour, 15 000 puits clandestins sont recensés, et leur contrôle demeure largement insuffisant (Ministère de l'Équipement et de l'Eau, 2024).

En Espagne, une réforme majeure a permis de décentraliser la gestion de l'eau en confiant son contrôle à des organismes de bassin dotés de véritables pouvoirs de régulation. Une approche similaire au Maroc pourrait renforcer la transparence, la responsabilité et la coordination entre les différents acteurs.

Pour y parvenir, il est nécessaire de :

Renforcer les prérogatives des agences de bassins en leur confiant plus de pouvoir réglementaire et financier.

Mieux encadrer l'exploitation des ressources souterraines en appliquant des quotas d'extraction stricts et en renforçant les sanctions contre les prélèvements illégaux.

Créer un cadre de concertation public-privé pour aligner les stratégies des industriels et des collectivités locales sur les impératifs de durabilité.

Qui paiera pour l'eau de demain ? L'urgence d'un financement durable

Le financement des infrastructures hydriques constitue un défi majeur. Le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Irrigation (PNAEPI) 2020-2027 mobilise 115 milliards de dirhams, mais ce budget reste insuffisant face aux besoins croissants en investissements.

Le Maroc devra explorer de nouvelles sources de financement :

Déjà utilisées pour financer des projets d'énergie renouvelable, les obligations vertes (green bonds) pourraient être attractives pour les investisseurs dans les infrastructures hydriques.

Le modèle des PPP (Build-Operate-Transfer) est de plus en plus utilisé dans le dessalement. L'usine de dessalement d'Agadir, financée via ce modèle en est un exemple concret.

Une tarification incitative via un ajustement des prix de l'eau, en fonction de la consommation et de l'usage, permettrait de responsabiliser les grands consommateurs tout en garantissant un accès abordable aux ménages les plus vulnérables.

Le défi sera de trouver un équilibre entre la rentabilité économique et la justice sociale, afin d'éviter une privatisation déguisée de l'eau et une explosion des coûts pour les citoyens, particulièrement les plus démunis.

L'essor des solutions intelligentes : maximiser l'efficacité de l'eau

À l'ère du numérique, les nouvelles technologies offrent des opportunités inédites pour optimiser la gestion de l'eau. Plusieurs initiatives internationales montrent que les solutions intelligentes permettent de réduire les pertes, améliorer la distribution et anticiper les crises hydriques.

Des réseaux d'eau intelligents (Smart Water Grids)

Les capteurs IoT (Internet des Objets), combinés à des plateformes d'intelligence artificielle, permettent de surveiller en temps réel l'état des canalisations et des ressources hydriques. À Barcelone, cette technologie a permis de réduire les pertes en eau de 25 % en identifiant immédiatement les fuites et en ajustant la pression dans les réseaux.

Avec 23 % d'eau perdue dans les réseaux de distribution, un tel système pourrait réduire ces pertes à moins de 15 % d'ici 2030, permettant d'économiser des centaines de millions de mètres cubes d'eau chaque année.

L'intelligence artificielle pour une irrigation de précision

Dans l'agriculture, les modèles prédictifs basés sur l'IA et les données climatiques permettent d'ajuster l'irrigation au plus juste, évitant ainsi le gaspillage d'eau, et de réduire significativement, jusqu'à 40 %, la consommation d'eau agricole, tout en augmentant le rendement des cultures.

Avec plus de 80 % de l'eau consommée par l'agriculture, une adoption généralisée de l'irrigation intelligente pourrait économiser plus de 2 milliards de m³ d'eau par an.

Le recyclage des eaux usées, un levier sous-exploité

Actuellement, seuls 30 % des eaux usées traitées sont réutilisées au Maroc. À Singapour, cette proportion atteint près de 80 % grâce au programme NEWater, qui recycle les eaux usées pour l'industrie et même pour la consommation humaine.

L'ambition affichée par le gouvernement est d'atteindre 50 % de réutilisation d'ici 2030, mais cela nécessitera des investissements massifs et un changement culturel pour encourager cette pratique encore peu acceptée par le public.

Vers une transition hydrique durable et inclusive

La gestion de l'eau ne peut plus reposer uniquement sur des infrastructures lourdes et coûteuses. L'avenir repose sur une approche systémique, combinant :

Une gouvernance plus efficace et transparente.

Un financement durable, équilibré et accessible.

Une digitalisation des systèmes hydriques pour maximiser l'efficacité.

Un changement culturel vers une consommation plus responsable.

Le Maroc a le choix entre subir la crise hydrique ou anticiper son avenir avec des solutions innovantes et adaptées. Le succès dépendra de la volonté politique, de la mobilisation du secteur privé et de l'adhésion des citoyens à une nouvelle culture de l'eau, fondée sur l'optimisation et la préservation de chaque goutte.

L'urgence d'un changement structurel pour une résilience hydrique durable

Le Maroc est à un tournant décisif. Face à un stress hydrique extrême, aggravé par le changement climatique et une pression croissante sur les ressources, les politiques actuelles, bien que volontaristes, restent insuffisantes pour garantir la sécurité hydrique à long terme. Le dessalement, l'interconnexion des bassins et la modernisation des infrastructures sont des solutions techniques importantes, mais elles ne suffiront pas sans une réforme en profondeur de la gestion de l'eau.

Le premier défi est l'alignement entre politique agricole et politique de l'eau. L'orientation agro-exportatrice du Maroc, qui favorise des cultures très gourmandes en eau, doit être repensée pour éviter que l'agriculture ne continue à surexploiter les nappes phréatiques et à fragiliser l'équilibre hydrique du pays.

Le second défi est celui de la gouvernance et le financement. La dispersion des responsabilités entre les différents acteurs de l'eau ralentit la mise en œuvre des politiques et limite l'efficacité des mesures adoptées. Un cadre institutionnel plus clair, renforçant le rôle des agences de bassins et introduisant des mécanismes de contrôle plus rigoureux, est indispensable. Sur le plan financier, l'innovation est essentielle : les obligations vertes, les partenariats public-privé et la tarification incitative doivent être mieux exploités pour garantir des investissements soutenables sans priver les citoyens d'un accès équitable à l'eau.

Enfin, l'innovation technologique doit être placée au cœur de la stratégie hydrique nationale. Les pertes en eau dans les réseaux, l'inefficacité de l'irrigation et la faible réutilisation des eaux usées sont des failles que les technologies intelligentes, l'intelligence artificielle et l'optimisation des infrastructures peuvent largement compenser. Les expériences internationales montrent que des solutions existent et sont applicables au Maroc, à condition d'une volonté politique ferme et d'une mobilisation efficace des ressources.

L'eau un enjeu de souveraineté et de sécurité nationale. La crise actuelle ne peut être surmontée sans un changement de paradigme profond, où chaque décision économique et chaque infrastructure seront pensées en fonction de leur impact sur la préservation de cette ressource vitale.

Le Maroc a les moyens de transformer cette crise en opportunité en faisant de l'innovation, de la gouvernance, de la sensibilisation et de la mobilisation collective les piliers pour opérer une transformation systémique de son modèle de gestion de l'eau

Rédigé par Mohammed BENAHMED



LIBERTÉ, ÉGALITÉ, SUSCEPTIBILITÉ

Quand la France réclame à grands cris de récupérer la Statue de la Liberté, les États-Unis répliquent avec leur éternel joker : « Sans nous, vous parleriez allemand ». Retour sur un clash diplomatique aussi absurde qu'hilarant, révélateur des susceptibilités historiques et des égos nationaux.

Statue de la Discorde : France–USA, 1789

Dans un monde où les tensions géopolitiques se multiplient, il fallait bien que la France et les États-Unis trouvent une raison originale pour se chamailler. Cette fois, ce n'est pas une question de commerce, de climat ou de sécurité internationale, mais bien d'une icône mondiale : la Statue de la Liberté. Oui, celle-là même qui trône fièrement à l'entrée du port de New York, symbole universel de liberté et de démocratie, mais surtout... cadeau de la France.

L'affaire a éclaté lorsque le ministre français de la Culture, dans un élan de patriotisme exacerbé, a déclaré lors d'une conférence : « Il est peut-être temps que la Statue de la Liberté rentre à la maison. Après tout, elle nous appartient. » Une phrase qui, comme on pouvait s'y attendre, a déclenché une tempête médiatique de l'autre côté de l'Atlantique.

Face à cette déclaration, les États-Unis n'ont pas tardé à répliquer. Lors d'un point presse, un porte-parole du gouvernement américain a lancé, non sans une pointe d'agacement : « Peut-être que la France aurait dû y penser avant que nous ne les sauvions de l'Allemagne. Sans nous, ils parleraient tous allemand aujourd'hui. »

Un argument qui, soyons honnêtes, a autant de poids qu'une baguette de pain rassis. Car si l'intervention américaine pendant la Seconde Guerre mondiale est indéniable, on pourrait rappeler que sans la France, les États-Unis n'auraient peut-être jamais gagné leur indépendance (coucou Lafayette !). Mais bon, qui tient vraiment à faire du fact-checking quand il s'agit de défendre une statue géante ?

Sur les réseaux sociaux, l'affaire a rapidement pris des proportions absurdes. Les internautes français ont proposé des plans pour rapatrier la statue par bateau, tandis que les Américains ont suggéré de remplacer Lady Liberty par une réplique géante de l'aigle américain. Un utilisateur facétieux a même proposé un échange : la Statue de la Liberté contre la recette secrète du Coca-Cola.

Mais derrière l'humour, cette querelle soulève des questions plus profondes. Et si ce différend n'était qu'un symptôme d'un malaise plus large entre deux nations historiquement alliées, mais souvent en désaccord sur des sujets majeurs, comme l'OTAN, le commerce ou encore les politiques climatiques ?

Certains analystes craignent que cette querelle ne vienne ternir davantage les relations franco-américaines, déjà fragilisées par des désaccords récents. D'autres estiment que tout cela n'est qu'un théâtre absurde, destiné à faire diversion face à des enjeux bien plus graves.

Imaginons un instant que la France décide de passer à l'acte et de récupérer la Statue de la Liberté. Où la mettrait-on ? Sur les Champs-Élysées, à côté de l'Arc de Triomphe ? Sur une péniche qui descendrait la Seine ? Et surtout, comment réagiraient les Américains face à ce « kidnapping culturel » ?

Certains politologues estiment qu'un tel geste pourrait déclencher une véritable crise diplomatique, voire une guerre commerciale. D'autres, plus optimistes, y voient une opportunité pour les deux nations de redéfinir leur relation autour d'un dialogue renouvelé.

En fin de compte, cette affaire de statue révèle bien plus qu'un simple désaccord sur la propriété d'un monument. Elle met en lumière les susceptibilités nationales, les rivalités historiques et, surtout, l'incapacité chronique des grandes puissances à ne pas se prendre trop au sérieux. Alors, la Statue de la Liberté restera-t-elle à New York ou finira-t-elle par revenir en France ? Une chose est sûre : dans ce feuilleton géopolitique, la liberté de rire est encore le meilleur remède.



LA CARTOGRAPHIE DES ETABLISSEMENTS ECONOMIQUES EN 2023-2024 : TERTIARISATION ET DOMINATION DE LA PETITE ENTREPRISE

Dans le cadre des travaux préparatoires du recensement général de la population et de l'habitat 2024, le Haut-Commissariat au Plan a procédé à l'élaboration d'une Cartographie des Etablissements Economiques (CEE) 2023/2024 dont les résultats détaillés, hors secteur agricole, viennent d'être publiés.

Ce travail basé sur un recensement exhaustif, est le deuxième du genre après celui de 2001-2022 réalisé dans le sillage du recensement général de la population et de l'habitat 2004. Il va sans dire que ces rapports revêtent une importance stratégique pour notre pays. C'est un moyen pour les décideurs publics de définir leur politique de développement ; pour les investisseurs privés d'identifier les opportunités d'investissement ; pour les entreprises existantes de connaître leur poids économique et fixer leurs objectifs en conséquence ; pour les chercheurs en disposant des indicateurs pertinents et fiables nécessaires pour mener à bien leurs études et analyses ; pour les organismes internationaux et les partenaires du Maroc en ayant à leur disposition une information crédible. Les résultats de ce recensement sont déclinés aux niveaux national, régional et provincial, selon le milieu de localisation, l'approche genre, les catégories socio-professionnelles, les secteurs et branches d'activité.



Par ailleurs, l'intérêt de ce travail est double. Non seulement Il nous permet de connaître la configuration économique telle qu'elle se présente en 2024, mais aussi de procéder à une analyse dynamique en comparant ces résultats par rapport à la situation de 2002. Sachant que cette comparaison n'est pas toujours possible dans la mesure où les bases ne sont pas toujours les mêmes. A titre d'exemple, le découpage régional et administratif a changé entretemps : de 16 régions en 2002, on est passé à 12 depuis 2015 ; de nouvelles provinces ont vu le jour. Il en est de même de la nomenclature des activités qui diffère entre les deux recensements dans la mesure où certaines activités disparaissent et d'autres apparaissent conformément à la théorie schumpétérienne de la « destruction créatrice ». Nonobstant ces difficultés, nous procéderons, à chaque fois qu'il est possible, à la comparaison des données relatives aux deux recensements afin de mieux saisir les transformations de la société et de l'économie marocaines et de faire ressortir les facteurs de blocage et d'inertie.

Ainsi, au cours de la période 2023/2024, 1.130.021 établissements économiques à but lucratif ont été recensés sur l'ensemble du territoire national (contre 751000 en 2001-2002). Ces établissements ont occupé de manière permanente près de 3.6 millions de personnes (contre 2,24 millions en 2001-2002), soit une moyenne de 3 actifs permanents par établissement, un ratio quasiment inchangé par rapport à 2002. Le secteur le plus utilisateur de la main-d'œuvre au cours de cette période est celui des services, qui représente 36,0% de l'effectif total employé dans l'ensemble des secteurs d'activité, suivi de l'industrie (29,8%), du commerce (29,6%), et de la construction (4,6%). Si on fusionne le commerce dans les services, ce qui est logique, on obtient un pourcentage de 65,6 %. Les données de 2002 sont légèrement différentes : le commerce en tête avec 56%, suivi de l'industrie (37%), BTP (8%). Ce qui montre bien que le tissu économique n'a pas connu une grande transformation au cours des deux dernières décennies à l'exception de l'émergence des « nouveaux métiers mondiaux » comme l'automobile, l'aéronautique et l'électronique.

Tertiarisation de l'économie.

On constate ainsi, une accentuation de la tertiarisation de l'économie au détriment des secteurs productifs. Représentant plus de la moitié des unités de production (52%), le secteur du commerce constitue la première concentration d'établissements économiques, totalisant un volume d'emplois permanents de 1.062.242, soit un taux de croissance annuel moyen de 1,6% depuis 2002. Il est suivi par le secteur des services, qui représente plus de 31 % de tous les établissements et 36 % des emplois permanents, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 3,7 % depuis 2002. En d'autres termes, le tissu économique est dominé par les établissements du secteur tertiaire (82% de l'ensemble des établissements), lequel concentre les deux tiers de la main-d'œuvre employée.

Le secteur industriel, quant à lui, ne représente que 14% du nombre total d'établissements économiques. En revanche, ce secteur est considéré comme un pourvoyeur d'emplois privés au Maroc, avec près de 1.067.872 emplois permanents, soit près du tiers (29,8%) du volume total de main-d'œuvre employée dans l'ensemble des établissements économiques du pays.

Quant aux établissements exerçant leurs activités économiques dans le secteur de la construction, les données de cette opération révèlent une faible participation tant au niveau du nombre d'établissements (3,5%) qu'au niveau de l'emploi (4,6%).

La domination de la micro-entreprise.

Par ailleurs, 87% des établissements sont implantés en milieu urbain contre 13% en milieu rural. Au niveau des effectifs employés, les unités de production localisées en milieu urbain contribuent pour 86% contre 14% pour celles localisées en milieu rural. Encore une fois, cette structure demeure proche de celle de 2002, soit respectivement 84%, 16%, 89% et 11%.

Ce tissu économique est fortement dominé par les micro-établissements. Ainsi, les établissements de moins de 10 actifs permanents représentent 97% de l'effectif et emploient 54 % de la main d'œuvre totale. En revanche, les établissements de 10 employés ou plus représentent près de 3% du total d'établissements et regroupent 46% du nombre total d'employés permanents. Encore une fois, cette physionomie du tissu économique n'a pas connu une transformation visible en comparaison aux données 2001-2002 : les unités employant moins de 10 actifs représentaient 98% de l'ensemble et employaient 65% de la main d'œuvre.

Emploi de la femme en progrès mais insuffisant.

Si l'emploi demeure à majorité masculine, il faudrait néanmoins souligner un progrès de la participation de la femme à l'activité économique. Alors que la part de l'emploi féminin représentait en 2001-2002 à peine 17,5% de l'ensemble des actifs, soit moins de 400 000 travailleuses, elle a grimpé à 27,7% en 2023-2024, enregistrant ainsi 10 points de plus. Il n'en demeure pas moins cependant que ce progrès demeure insuffisant dans la mesure où les taux d'activité et d'emploi de la femme sont situés à des niveaux bas par rapport aux pays comparateurs. Le secteur de prédilection de l'emploi féminin est constitué par les services où la présence des femmes représente un tiers des emplois. C'est dans ce secteur qu'on trouve également plus de femmes dirigeantes (chefs d'entreprise), sachant que 10% des établissements en moyenne sont dirigés par des femmes dont 91% sont des unités de petite taille employant moins de 4 personnes. La moyenne d'emplois par établissement n'est que de 2,5.

Une dynamique territoriale limitée.

Concernant enfin les dynamiques territoriales, les activités économiques ont tendance à migrer des centres traditionnels vers les Centres commerciaux modernes. Par contre, les zones industrielles n'ont connu qu'une faible dynamique par rapport à 2002 dans la mesure où le lieu privilégié de la localisation de l'activité demeure le quartier urbain. Ainsi, en 2002, la nouvelle médina abrite, à elle seule, 61% des établissements et 58% des personnes occupées. En 2024, le quartier d'habitation urbain, regroupe 73% des unités économiques et 60% des emplois. Un phénomène qui saute à l'œil quand on se promène dans nos villes.

Rédigé par Abdeslam Seddiki



PARIS DURCIT LE TON FACE À LA CRISE DIPLOMATIQUE ALGÉRIENNE

Le 17 mars 2025, Bruno Retailleau, ministre français de l'Intérieur, annonçait la suspension de l'exemption de visa pour les apparatchiks algériens détenteurs de passeports diplomatiques. Cette mesure marque un tournant décisif dans les relations franco-algériennes, sur fond de tensions diplomatiques croissantes. Elle fait suite au rejet, par Alger, de la liste des ressortissants à expulser, présentée par la France dans le cadre d'une crise qui, loin de s'apaiser, se renforce.

Suspension de l'exemption de visa et renforcement de la pression sur le régime algérien

Or, cette décision s'inscrit dans le cadre d'une « riposte graduée » de la part de Paris, dont le premier effet tangible est la suspension des accords de 2007 concernant les visas. Ces accords avaient octroyé un privilège de taille aux élites algériennes, leur permettant un accès facilité à la France. Le gouvernement français semble ainsi désireux de réajuster un rapport de force diplomatique devenu, selon lui, trop déséquilibré face à un régime algérien refusant de se plier aux exigences françaises.

Les passeports diplomatiques algériens, conçus à l'origine pour les diplomates et leurs proches, se sont progressivement transformés en un véritable sésame pour les privilégiés du régime. De surcroît, leur usage s'est largement étendu au-delà des cercles officiels, bénéficiant à de nombreuses figures du pouvoir et à leurs familles. Ces documents leur permettaient de séjourner, de se soigner et de consommer en France sans subir les lourdeurs administratives habituelles. Dès lors, ce privilège est devenu le symbole d'un accès élargi réservé à une élite algérienne, bien éloignée des réalités de la population.

Par ailleurs, cette décision française intervient après le rejet, par Alger, d'une liste de ressortissants sous Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF), une mesure visant des individus impliqués dans des affaires judiciaires graves. L'Algérie dénonce cette démarche comme une forme d'intimidation en s'appuyant sur les accords de 1974 et 1994, qui régissent les expulsions et les réadmissions. Toutefois, cet argument, davantage ancré dans la défense de l'honneur national que dans une véritable logique juridique, a été perçu à Paris comme une tentative de maintenir un statu quo diplomatique de plus en plus difficile à justifier.

La suspension de l'exemption de visa n'est que la première d'une série de mesures envisagées par la France. En effet, d'autres restrictions, notamment concernant les visas de travail, sont déjà à l'étude. De surcroît, une réévaluation des accords de coopération datant des années 1960 et 1970 est en cours. Cette réflexion témoigne de la volonté de Paris de s'adapter aux réalités géopolitiques actuelles, jugées trop éloignées des conditions qui prévalent lors de leur signature.



À un moment où les relations entre les deux pays connaissent l'une de leurs crises les plus sérieuses depuis l'indépendance de l'Algérie, le régime d'Alger semble sous-estimer la détermination de Paris. Malgré des réactions virulentes -- marquées par des convocations répétées de l'ambassadeur français et un rejet systématique des propositions françaises -- la posture d'Alger, nourrie d'une rhétorique nationaliste, peine à masquer les inquiétudes croissantes au sein du pouvoir. Or, en se plaçant en résistance face à ce qu'elle perçoit comme une pression néocoloniale, l'Algérie se confronte à une France plus ferme. Celle-ci est incarnée par une génération de dirigeants moins marqués par les cicatrices de l'histoire coloniale et plus déterminés à imposer un rapport de force direct.

Ce nouvel état des relations franco-algériennes pourrait ainsi remettre en question tout un cadre d'accords régissant la coopération entre les deux nations depuis plusieurs décennies. En s'accrochant à une posture nationaliste, le régime algérien semble risquer l'isolement. En effet, il apparaît de plus en plus incapable de répondre efficacement aux défis géopolitiques contemporains, tout en se retrouvant distancié de ses partenaires européens.

Rédigé par Hajar Dehane



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME

@lodjmaroc      

La géopolitique des accords de libre-échange : le cas maroco-américain face aux tensions sino-américaines

À l'heure où les tensions commerciales entre grandes puissances reconfigurent l'échiquier économique mondial, les accords de libre-échange deviennent des instruments stratégiques dépassant leur simple dimension commerciale. L'ALE entre Washington et Rabat, entré en vigueur en 2006, se trouve aujourd'hui au centre d'une campagne médiatique, probablement orchestrée, et qui soulève des questions fondamentales sur l'articulation entre commerce international, souveraineté économique et jeux d'influence géopolitique. Cette controverse émerge dans un contexte particulier : l'ascension de Donald Trump à la présidence américaine et sa vision protectionniste réaffirmée, conjuguée à l'implantation croissante d'investissements chinois au Maroc, notamment dans le secteur stratégique des batteries électriques. L'analyse de cette situation révèle les dynamiques complexes qui sous-tendent les relations commerciales contemporaines et les narratifs médiatiques qui les accompagnent, tout en mettant en lumière les stratégies de positionnement d'un pays émergent comme le Maroc dans un monde multipolaire en recomposition.

Anatomie d'une campagne de désinformation : enjeux et acteurs

La campagne médiatique visant l'accord de libre-échange maroco-américain s'inscrit dans une stratégie d'influence caractéristique des guerres commerciales contemporaines. Orchestrée, dès mars 2023, par des think tanks et relayée par des médias internationaux et nationaux, elle repose sur un argumentaire central : la Chine exploiterait le territoire marocain comme plateforme de contournement des barrières douanières américaines, particulièrement dans le secteur des batteries électriques. Ce narratif a refait surface depuis l'élection de Donald Trump, figure emblématique du protectionnisme économique.

L'analyse de cette campagne révèle une mécanique d'influence sophistiquée. Des articles, pour certains sponsorisés, présentent comme factuel ce qui relève de l'hypothèse contestable. La répétition systématique de l'argument de "contournement chinois" construit progressivement une perception de risque, amplifiée par sa reprise dans certains médias marocains et sur les réseaux sociaux qui, paradoxalement, contribuent à légitimer un discours potentiellement préjudiciable aux intérêts nationaux.



Cette stratégie discursive s'appuie sur l'exploitation de vulnérabilités cognitives bien identifiées : la simplification excessive de mécanismes économiques complexes, l'activation de cadres de référence géopolitiques préexistants (méfiance envers la Chine), et la présentation sélective de données économiques hors contexte. La circulation de ces narratifs dans l'espace médiatique traduit les tensions fondamentales entre vérité factuelle et persuasion stratégique dans la communication économique internationale.

Réalités économiques versus perceptions construites

Un examen approfondi des données économiques révèle l'inadéquation entre les accusations formulées et la réalité des échanges commerciaux. Contrairement à la représentation médiatique dominante, l'accord de libre-échange entre le Maroc et les États-Unis présente des caractéristiques structurelles qui contredisent la thèse d'une menace pour l'économie américaine.

La balance commerciale entre les deux pays demeure significativement déficitaire pour Rabat, avec un déficit atteignant 1,8 milliard de dollars en 2023 selon l'Office des Changes marocain. Cette asymétrie fondamentale s'explique notamment par la prédominance des exportations américaines dans des secteurs stratégiques comme les céréales et le matériel aéronautique, qui représentent près de la moitié des échanges bilatéraux. Dans ce contexte, l'affirmation selon laquelle le Maroc constituerait une menace commerciale pour les États-Unis apparaît en contradiction avec les données empiriques.

La mise en perspective comparative renforce ce constat. Les excédents commerciaux avec les États-Unis atteignent 361 milliards de dollars pour la Chine, 172 milliards pour le Mexique et 72 milliards pour l'Allemagne. Le Maroc, avec son déficit structurel, se situe dans une catégorie radicalement différente qui ne justifie pas l'application des critères de révision tarifaire habituellement réservés aux partenaires commerciaux générant des surpluses supérieurs à 100 milliards de dollars.

Concernant les investissements chinois au Maroc, l'analyse des projets industriels révèle une logique de développement économique intégré plutôt qu'une stratégie de contournement tarifaire. Les usines chinoises implantées dans le royaume atteignent un taux d'intégration locale près de 60%, dépassant significativement le seuil minimal de 35% exigé par l'accord de libre-échange. Cette réalité traduit une volonté d'ancrage territorial durable, caractérisée par des transferts technologiques et la création d'une chaîne de valeur locale substantielle.

Convergences stratégiques insoupçonnées et reconfigurations géopolitiques

La dimension géopolitique de cette controverse révèle des paradoxes fascinants. Contrairement à la représentation dichotomique opposant intérêts américains et chinois, l'implantation d'investissements chinois au Maroc peut servir les intérêts stratégiques de Washington à plusieurs niveaux.

Premièrement, l'accès à des composants produits localement contribue à la compétitivité de l'industrie américaine des véhicules électriques, permettant une réduction substantielle des coûts de production. Deuxièmement, la diversification géographique des chaînes d'approvisionnement renforce la sécurité économique américaine face aux risques de rupture d'approvisionnement en cas de crise sino-américaine. Le Maroc constitue ainsi une forme d'assurance stratégique, garantissant une continuité productive indépendamment des fluctuations géopolitiques.

L'émergence d'un écosystème industriel marocain dans le secteur des batteries électriques illustre cette dynamique. BTR New Material Group, dont l'usine à Tanger sera achevée en 2026, fournit simultanément des constructeurs américains (Tesla) et chinois (BYD, CATL). Cette usine créera un point de convergence économique qui transcende les rivalités géopolitiques. Cette configuration de "pont stratégique" entre puissances concurrentes représente une innovation dans l'architecture des relations économiques internationales.

Cette position d'équilibriste du Maroc s'inscrit dans une vision stratégique plus large. Le royaume a développé une politique d'alliances diversifiées, combinant son statut avancé avec l'Union européenne, son partenariat historique avec les États-Unis et son adhésion à l'initiative chinoise "Belt and Road". Cette configuration triangulaire lui permet de maximiser son autonomie stratégique tout en minimisant les risques de dépendance excessive envers une seule puissance.

Perspectives d'avenir : entre développement industriel et recomposition des alliances

L'analyse prospective de cette situation révèle des enjeux fondamentaux pour l'avenir des relations commerciales internationales. Le Maroc construit un écosystème industriel ambitieux dans le secteur des batteries électriques, « Nous sommes en train de travailler pour constituer un portefeuille de 400 milliards de dirhams exclusivement au niveau de la chaîne de valeur de la batterie à l'horizon 2030 », avait annoncé Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministère mise sur deux grands atouts que le Maroc a à faire prévaloir. L'un d'entre eux et non des moindres est que le Royaume a une très bonne position concurrentielle sur les batteries au lithium. L'autre argument de taille est que le Maroc est un pays producteur de voitures thermiques et de voitures électriques dont le marché va connaître très prochainement une forte expansion en termes de volume.

Les projections à l'horizon 2030 suggèrent une contribution significative du Maroc à la production mondiale de composants critiques pour la transition énergétique, notamment dans le segment des cathodes lithium-fer-phosphate. Cette évolution traduit une ambition de montée en gamme dans les chaînes de valeur globales, transformant une économie traditionnellement dépendante en hub industriel intégré.

Simultanément, la reconfiguration des alliances économiques mondiales crée un contexte d'incertitude stratégique. La polarisation croissante entre les États-Unis et la Chine oblige les puissances moyennes à définir des stratégies de positionnement complexes. Le Maroc illustre l'émergence d'une approche multilatérale flexible, cherchant à maintenir des relations productives avec les différents pôles de l'économie mondiale tout en préservant une marge de manœuvre stratégique.

Cette dynamique s'inscrit dans un contexte plus large de transformation des paradigmes du développement économique. Le modèle marocain combine ouverture commerciale et politique industrielle active, cherchant à maximiser les bénéfices de l'intégration mondiale tout en développant des capacités productives nationales. Cette approche représente une alternative potentielle aux modèles de développement traditionnels, particulièrement pertinente pour les économies émergentes confrontées à des défis similaires.

L'analyse approfondie de la controverse entourant l'accord de libre-échange maroco-américain révèle les transformations profondes qui affectent l'économie politique internationale contemporaine. Au-delà des narratifs médiatiques simplificateurs, cette situation illustre la complexité des interactions entre commerce, géopolitique et développement économique dans un monde en recomposition.

La position du Maroc comme point de convergence entre intérêts américains et chinois représente une innovation stratégique significative. Loin d'être une simple plateforme de contournement tarifaire, le royaume développe un modèle d'intégration économique sophistiqué qui lui permet de naviguer entre grandes puissances tout en poursuivant ses objectifs de développement industriel.

Cette configuration reflète l'émergence de nouvelles formes d'autonomie stratégique dans un contexte de rivalité sino-américaine intensifiée. Pour les puissances moyennes et les économies émergentes, la capacité à maintenir des relations productives avec différents pôles économiques devient un atout majeur, permettant de transformer les tensions géopolitiques en opportunités de développement.

La controverse médiatique autour de cet accord commercial révèle ainsi, en filigrane, les transformations profondes qui affectent l'ordre économique international et les stratégies adaptatives développées par les acteurs intermédiaires. Elle illustre la nécessité d'approches analytiques nuancées, capables de saisir la complexité des dynamiques contemporaines au-delà des représentations binaires qui dominent souvent le discours public sur les relations économiques internationales.

Rédigé par Hicham EL AADNANI



LA NOUVELLE GUERRE COMMERCIALE : LES ÉTATS-UNIS FRAPPENT, L'EUROPE RIPOSTE

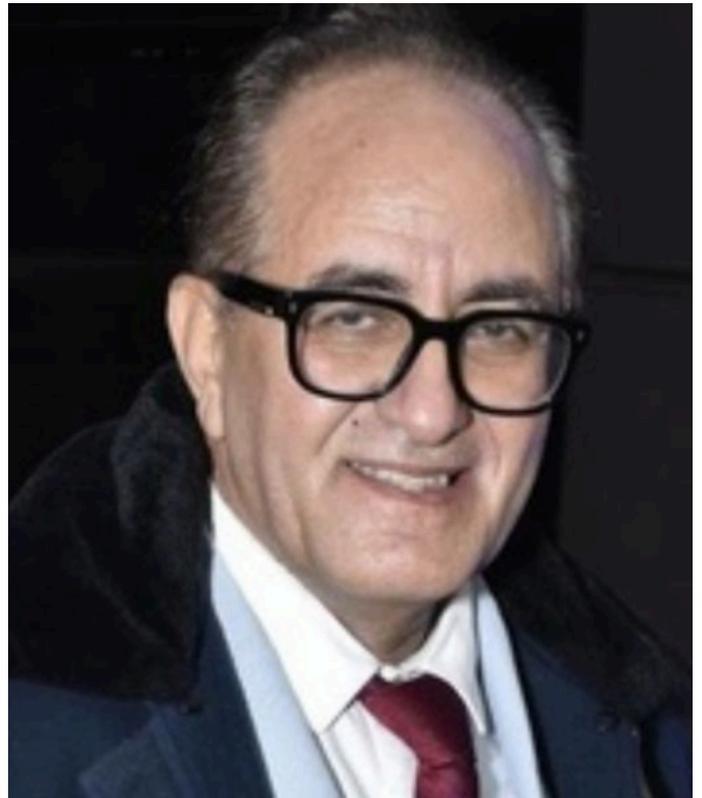
Depuis l'entrée en vigueur des droits de douane de 25 % sur l'acier et l'aluminium imposés par l'administration Trump, les tensions commerciales entre les États-Unis et leurs principaux partenaires, notamment l'Union européenne, ont pris une nouvelle tournure. Cette décision, justifiée par la volonté de protéger l'industrie nationale et de réduire le déficit commercial américain, a immédiatement suscité une vive réaction de Bruxelles. La Commission européenne a annoncé des mesures de représailles ciblant des produits emblématiques américains, tels que les bateaux, les motos et le bourbon, dans l'objectif de frapper là où cela pourrait faire le plus mal économiquement et politiquement.

Si l'Union européenne a réagi rapidement, d'autres grandes puissances comme la Chine, le Japon ou le Royaume-Uni ont, pour l'instant, adopté une approche plus prudente, sans dévoiler de contre-mesures immédiates. Toutefois, cette montée des tensions risque d'avoir des répercussions bien au-delà des relations transatlantiques, affectant l'ensemble du commerce mondial.

L'impact de cette guerre commerciale sur l'économie américaine est contrasté. À court terme, l'industrie sidérurgique et métallurgique pourrait bénéficier d'une réduction de la concurrence étrangère. Cependant, de nombreux secteurs utilisant l'acier et l'aluminium – notamment l'automobile, la construction et l'aéronautique – verront leurs coûts de production augmenter. Cette inflation des coûts pourrait se répercuter sur les prix de vente, réduisant ainsi le pouvoir d'achat des consommateurs et pesant sur la croissance économique. Par ailleurs, les représailles européennes menacent les exportations américaines et pourraient engendrer des pertes pour plusieurs industries.

L'Europe, de son côté, subira également les effets de ces nouvelles barrières commerciales. Certaines entreprises dépendantes des importations d'acier et d'aluminium en provenance des États-Unis devront faire face à une hausse des coûts. En ciblant des produits américains spécifiques pour ses mesures de rétorsion, l'UE espère exercer une pression sur Washington afin d'obtenir un retour à un dialogue plus équilibré. Cependant, si l'escalade se poursuit, elle pourrait fragiliser certains secteurs industriels européens et ralentir la dynamique économique du continent.

À l'échelle mondiale, cette confrontation commerciale risque de perturber les chaînes d'approvisionnement et d'accroître la volatilité des marchés financiers. Si d'autres pays décident d'emboîter le pas à l'Union européenne et aux États-Unis en adoptant des politiques protectionnistes similaires, l'économie mondiale pourrait connaître une phase de ralentissement, marquée par une baisse des investissements et une montée des incertitudes pour les entreprises.



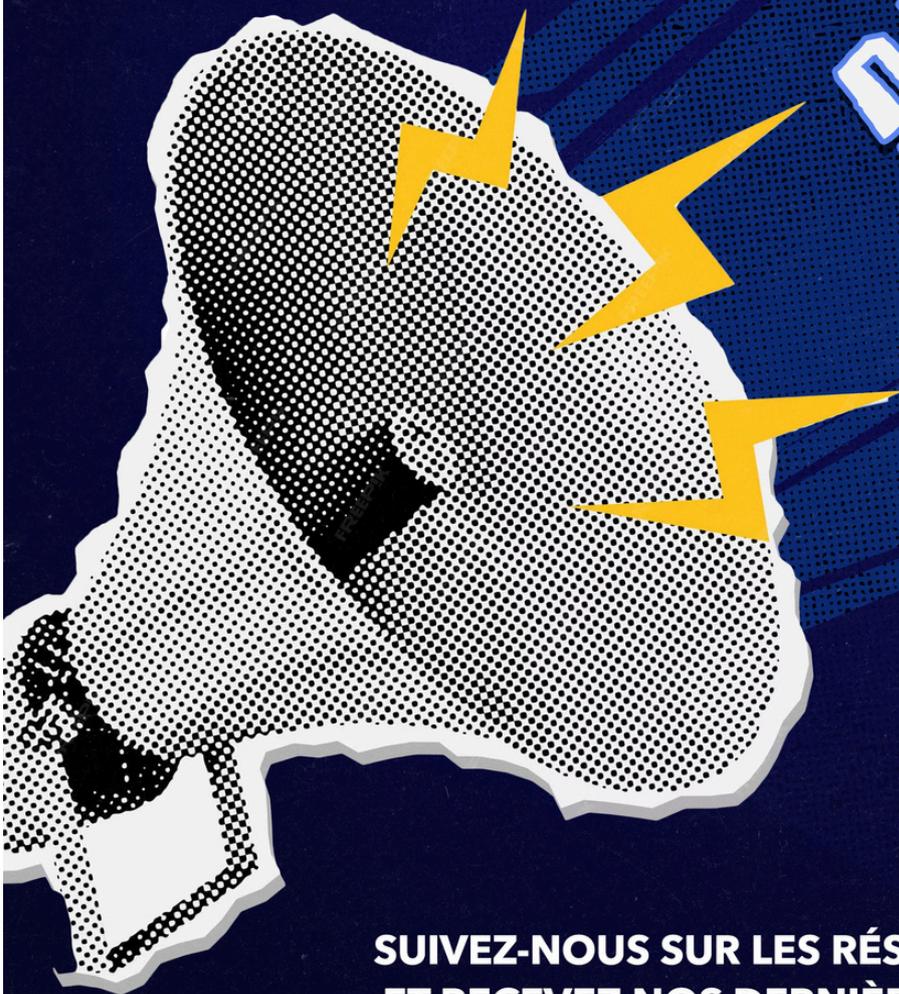
Face à cette situation, plusieurs scénarios sont envisageables. Une issue favorable pourrait passer par des négociations entre les parties prenantes afin de trouver un compromis évitant une escalade aux conséquences néfastes. À l'inverse, si cette guerre commerciale venait à s'intensifier, d'autres secteurs stratégiques – comme l'automobile ou la technologie – pourraient être touchés, aggravant encore les tensions économiques internationales.

Dans ce contexte incertain, les prochains mois seront déterminants pour l'avenir du commerce mondial. L'issue de cette confrontation dépendra de la capacité des acteurs concernés à privilégier le dialogue plutôt que l'affrontement, afin de préserver une économie mondiale déjà fragilisée par d'autres défis majeurs.

Rédigé par Abdelghani El Arrasse

L'ODJ
L'OPINION DES JEUNES

مناظرات



**SUIVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX
ET RECEVEZ NOS DERNIÈRES ACTUALITÉS**

      @lodjmaroc

LE "PHÉNOMÈNE" TRUMP : APRÈS UNE ENTRÉE FRACASSANTE, UNE IMPLÉMENTATION TONITRUANTE

L'entrée en matière pour le moins fracassante du Président américain, visait sans nul doute, à rebattre les cartes à l'échelle planétaire, dans l'objectif de faire reprendre la main à une Superpuissance américaine déboussolée par les événements successifs de ces dernières années; les EU ne pouvant plus rester spectateurs indifférents de leur propre décadence dans un monde où les alliances attisées par la guerre en Ukraine et la course effrénée aux lères places du podium de gouvernance du monde, les relégueraient à un rang peu reluisant.

Une telle manœuvre ne pouvait provoquer des turbulences et appréhensions uniquement extra-muros. Les EU sont également en train d'en payer le prix. Les pertes du très symbolique Wall Street, sont en milliers de milliards de \$.

Monsieur Trump s'investira à éviter deux écueils majeurs à savoir, une perte de popularité en interne et une perte de confiance des opérateurs économiques américains. Sans ces deux soutiens focaux, il perdra en Pouvoir et donc en capacité d'action tout aussi bien localement qu'à l'échelle internationale.



Par conséquent, je vois venir des ajustements nécessaires pour qu'il évite des revers qui s'avéreraient très coûteux pour lui en premier. De même qu'il va emprunter rapidement, de multiples pistes de négociations à la fois, sur tous les dossiers qu'il a annoncés pendant ses 2 mois au Pouvoir.

J'ose imaginer un dénouement moins surréaliste de la question de Gaza et de celle Palestinienne d'une façon plus globale, mais qui renforce Israël. J'ose affirmer que la guerre en Ukraine va cesser sous peu, que l'Ukraine évitera le pire et que la Russie et les EU seront les grands vainqueurs de cette guerre dont l'Ukraine devait bien se passer. J'ose croire qu'une rupture avec l'UE et le Canada ne peut être envisageable. Les parties aboutiront aux recadrages nécessaires dont les EU ont besoin, et ne sacrifieront rien de leur seul rempart, leur forteresse : l'Occident.

J'ose envisager que le rapprochement avec Monsieur Poutine n'accouchera pas du divorce entre la Russie et la Chine, voulu par Monsieur Trump, mais en atténuera sensiblement la portée et l'impact. L'Alliance entre les deux colosses "rouges", est certes solide, mais des concessions seront faites pour que ces trois Superpuissances à la fois, se sentent victorieuses.

Ceci étant, il est un fait certain qu'au-delà de ses mesures extra-tarifaires au goût d'une guerre commerciale, pour redresser une balance commerciale effectivement défavorable à son pays, Monsieur Trump est porteur d'un style atypique et tout-à-fait assumé, qui déborde de hargne, de pragmatisme et de ruse. Les EU en profiteront pleinement pour retrouver les appétits et réflexes de leur Superpuissance. Les relations internationales, les zones d'influence et les foyers de crises dans le monde, en seront également très impactés.

Rédigé par Najib Mikou



GAZA PLEURE SES ENFANTS : QUAND L'INHUMANITÉ FRAPPE SANS RELÂCHE

Depuis l'aube de ce mardi, la bande de Gaza est plongée dans l'horreur. Les frappes israéliennes, d'une brutalité inouïe, ont causé la mort de 412 Palestiniens, dont de nombreuses femmes et enfants, et blessé plus de 500 autres, selon le ministère de la Santé de Gaza. Ces attaques ciblent des zones densément peuplées, où les civils dorment encore dans leurs maisons, croyant naïvement que la nuit pourrait leur offrir un répit. Mais il n'en est rien. Il s'agit d'un carnage, d'une attaque systématique et délibérée contre des innocents.

Des civils pris pour cible : femmes et enfants massacrés

"Le gouvernement israélien, sous le prétexte fallacieux de la sécurité, mène une campagne de terreur contre les habitants de Gaza, transformant leurs maisons en tombes", déclare le Dr Mounir Al-Boursh, directeur général du ministère de la Santé à Gaza. Il qualifie ces frappes de "meurtres de masse" et appelle la communauté internationale à sortir de son silence complice.

Parmi les victimes, des familles entières ont été décimées. Des enfants, à peine âgés de quelques mois, ont été arrachés à la vie sous les décombres de leurs maisons. Des mères, tentant désespérément de protéger leurs enfants, ont été tuées dans des explosions qui ne laissent derrière elles que des ruines et des larmes. Ce ne sont pas des "dommages collatéraux", comme certains voudraient le faire croire. Ce sont des crimes de guerre. Ce sont des actes de barbarie perpétrés par un État qui, sous le couvert du sionisme, continue d'écraser un peuple sans défense.

"Nous n'avons nulle part où aller. Nous sommes enfermés dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza", témoigne un habitant, les larmes aux yeux, après avoir perdu sa femme et ses deux enfants dans une frappe nocturne. "Ils disent que nous sommes des terroristes, mais ce sont eux qui tuent nos enfants."

Les hôpitaux de Gaza, déjà exsangues après des années de blocus imposé par Israël, sont débordés. Les blessés affluent par centaines, mais les ressources manquent cruellement. "Nous n'avons pas assez de lits, pas assez de médicaments, pas assez de sang pour sauver les vies que nous pouvons encore sauver", alerte le Dr Al-Boursh. Il appelle les habitants de Gaza à donner leur sang, mais même cet effort collectif ne suffit pas à combler les besoins.

Le blocus israélien, qui dure depuis plus de 15 ans, empêche l'entrée de fournitures médicales essentielles. Les ambulances peinent à circuler dans les rues jonchées de gravats, et les coupures d'électricité rendent les interventions chirurgicales presque impossibles. Ce n'est pas seulement une guerre contre un territoire, c'est une guerre contre un peuple, contre son existence même.

Face à cette tragédie, le silence de la communauté internationale est assourdissant. Les condamnations molles et les appels à la "retenue" ne suffisent plus.



Où sont les sanctions ? Où sont les mesures concrètes pour arrêter ces massacres ? António Guterres, secrétaire général de l'ONU, a exprimé son "choc", mais cela ne ramènera pas les enfants tués. L'Irlande et les Pays-Bas ont demandé un arrêt immédiat des frappes, mais leurs voix se perdent dans le vide d'une diplomatie mondiale paralysée par la peur de froisser Israël et ses alliés.

La Turquie a été l'une des rares nations à dénoncer fermement ces actes, les qualifiant de "génocide". "Ce ne sont pas des frappes militaires, c'est une extermination", a déclaré un porte-parole du gouvernement turc. Mais ces déclarations, bien que nécessaires, ne suffisent pas. Il est temps que le monde agisse.

Le peuple palestinien, pris au piège dans cette terreur quotidienne, ne demande qu'une chose : vivre en paix. Mais comment le pourrait-il, alors que même les maisons, les écoles et les hôpitaux deviennent des cibles ? Ces attaques ne font qu'alimenter un cycle de haine et de violence, tout en détruisant toute possibilité de dialogue ou de paix durable.

Ce qui se passe à Gaza n'est pas une "opération militaire", c'est un massacre, une tentative d'effacer un peuple de la carte. La communauté internationale doit cesser de détourner le regard et agir immédiatement pour mettre fin à cette barbarie. Les vies des Palestiniens ne valent pas moins que celles des autres. Leur sang, versé chaque jour, appelle à la justice.

L'histoire jugera sévèrement ceux qui sont restés silencieux face à ces crimes. Gaza pleure, mais Gaza résiste, digne, forte, courageuse et résiliente. Et le monde ne doit jamais oublier que derrière chaque chiffre, il y a un nom, une vie, une famille brisée.

Rédigé par Mamoune ACHARKI

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

R212
L2DJ

أزمة القيم في مدارسنا..الخطر الصامت

تواجه المؤسسات التعليمية اليوم أزمة قيمية عميقة تتجلى في ظواهر سلبية متعددة تهدد جوهر العملية التربوية وتقوض دور المدرسة كحاضنة للقيم النبيلة. فمع تسارع التحولات المجتمعية وتنامي تأثير وسائل التواصل الاجتماعي، بدأت منظومة القيم التقليدية تتراجع أمام قيم استهلاكية جديدة لا تعطي الاهتمام اللازم للتحصيل المعرفي والبناء الأخلاقي.

لقد أصبح العنف المدرسي ظاهرة مستفحلة تعكس انحسار قيم التسامح واحترام الآخر، حيث تتحول الخلافات البسيطة بين المتعلمين إلى صدمات حادة تتجاوز أسوار المدرسة وتصل في بعض الأحيان إلى أروقة المحاكم، والأسوء من ذلك أن العنف صار يمارس على الأساتذة والإداريين، تارة من طرف التلاميذ وتارة أخرى من قبل ذويهم!

هذا الوضع المتردي يكشف عن فجوة واسعة بين ما تناهى به المناهج التربوية من قيم الحوار والتواصل الإيجابي وبين الممارسات اليومية داخل الفضاء المدرسي.



وفي سياق متصل، برز التمر بصوره المختلفة ليعبر عن تلاشي قيم التضامن والتآزر وقبول الاختلاف. فالتلميذ الذي يفترض أن يتعلم قيمة التعاون ومد يد العون لزملائه، أصبح يتخذ من نقاط ضعف أقرانه مادة للسخرية والاستهزاء، مما يولد شعورا بالنبذ والحدونية لدى ضحايا التمر ويدفعهم في كثير من الأحيان إلى الانطواء أو الفشل وحتى الهدر المدرسي.

أما ظاهرة الغش في الامتحانات، فقد استفحلت بشكل غير مسبوق لتعكس انهيارا خطيرا في منظومة القيم الأكاديمية. ما يكشف عن غياب قيم الأمانة العلمية والمسؤولية الذاتية والنزاهة الأكاديمية، ويقوض مبدأ تكافؤ الفرص الذي تقوم عليه فلسفة التقييم التربوي. والأخطر من ذلك أن آفة الغش أصبحت في بعض الأوساط سلوكا مبررا بل ومشجعا، مما ينذر بتخريج أجيال تفتقد للضمير المهني وأخلاقيات العمل.

هذا وتؤكد تقارير حديثة تراجع الجهد والمثابرة بسبب الاستهلاك المفرط لاستعمالات الهاتف الذكي في صفوف المتعلمين لصالح التفاهة وتخدير العقول أدى إلى تحني مستوى التحصيل الدراسي، حيث يلاحظ عزوف متزايد عن بذل الجهد المعرفي المطلوب لبناء كفايات راسخة. هذا المنحى الخطير يترافق مع تلاشي روح الانتماء للمؤسسة التعليمية، والذي يتجلى في سلوكيات تخريب المرافق المدرسية والاستهانة بممتلكات المؤسسة.

وفي ظل هذا الواقع المتأزم، تأتي مبادرة وزير التربية الوطنية المتمثلة في تعبئة عين خارجية لتقييم مشروع المدارس الرائدة في محاولة نحو تشخيص موضوعي للوضع القائم. هذا التوجه تزامن مع زلزال إداري أسفر عن إعفاء ستة عشر مديرا إقليميا دفعة واحدة، مما يعكس عمق الأزمة في منظومة التسيير التربوي وضرورة مراجعة الأسس التي تقوم عليها.

وفي خضم محاولات الإصلاح وإصلاح الإصلاح يظل التحدي الأكبر تلك الهوية الشاسعة بين القيم في الخطاب الرسمي والشعارات المعلنة، وترجمتها إلى ممارسات يومية ملموسة. فقيم الشفافية والمحاسبة وربط المسؤولية بالمحاسبة التي تنصدر الوثائق المرجعية نادرا ما تجد طريقها إلى آليات التسيير الإداري والتربوي على أرض الواقع.

لقد أصبح من الضروري اليوم إطلاق ثورة قيمية حقيقية في مؤسساتنا التعليمية من خلال مقاربة شمولية تعيد الاعتبار لقيم النزاهة الأكاديمية والمسؤولية الفردية والجماعية. هذه المقاربة تستدعي تكامل الأدوار بين المدرسة والأسرة والمجتمع المدني، وتتطلب تجديدا في أساليب التربية على القيم بما يتجاوز التلقين النظري إلى الممارسة العملية والقدوة الحسنة.

إن الرهان الحقيقي ليس فقط على تحسين المؤشرات الكمية للمنظومة التربوية، بل على استعادة الروح القيمية التي تجعل من المدرسة منارة للمعرفة والفضيلة معا، وفضاء لبناء المواطن الصالح المتشبع بقيم العمل والإخلاص والتفاني. فبدون هذه المنظومة القيمية المتكاملة، ستظل كل الإصلاحات التربوية مجرد حبر على ورق، ولن تحقق الغاية المنشودة منها في بناء مجتمع المعرفة والتنمية المستدامة.

برعلا زكريا

أن الصراع الروسي الأوكراني اليوم صراعا ليس تقني بل صراعا أيديولوجيا يتخذ من اللغة والتاريخ لإعادة مرفولوجية المجتمع. حول الهوية والانسوية. والرموز الدينية والإرث التاريخي معطى أساسيا لهذه الحرب التي يجهل مغزاها الكثير من المهتمين أو الساسة .

أن لقاء الرياض يختلف عن لقاء يالطا . في كثير من الأمور منها أن الولايات المتحدة كانت متحالفة مع الاتحاد السوفييتي في الحرب العالمية الثانية .والآن تختلف معها في إطار حرب أوكرانيا . غياب كل الدول المتحالفة في الحرب ضد روسيا . لا تشارك في لقاء الرياض .

لقاء الرياض يريد تحييد أوكرانيا ويجعلها دولة منزوعة السلاح ومحايدة أي لعلاقة لها بحلف الناتو لأن روسيا تعتبرها العمق الاستراتيجي لها في اوروربا للحفاظ على مجالها الحيوي وخاصة انها تراقب المياه الدافئة في البحر الأسود الصالحة طول السنة للملاحة البحرية .

ومن جهة أخرى تعتبر أوكرانيا خزانات استراتيجية من الحبوب أي السلاح الأخضر . تم احتوائها على أكثر من 22 معدنا حيويا نادرا تحتاجه التكنولوجيا الدقيقة او المجالية أو الخضراء اليوم ولهذا لا يمكن ان تفرط روسيا في هذا العمق الاستراتيجي بالإضافة الى الولايات المتحدة التي تريد أن تحتفظ بعلاقات مميزة مع الروس والدوكران على حد سواء وبالتالي تهيمش الاتحاد الأوروبي وبالخص فرنسا وألمانيا لكنها تحتفظ بعلاقات تحالفية مع المملكة المتحدة أي بريطانيا . .

أما الرياض فإذا نجحت في تدبير ملف هذا اللقاء فسوف ترتفع اسهمها على المستوى الدولي وبالتالي سوف تستغل هذه المعطيات من أجل تسوية قضية الشرق الأوسط وخاصة الصراع العربي الإسرائيلي أو ايجاد حلول للقضية الفلسطينية في إطار الشرعية الدولية والقرارات الأممية وقرارات مجلس الأمن الدولي لقيام الدولة الفلسطينية في حدود 1967 م .

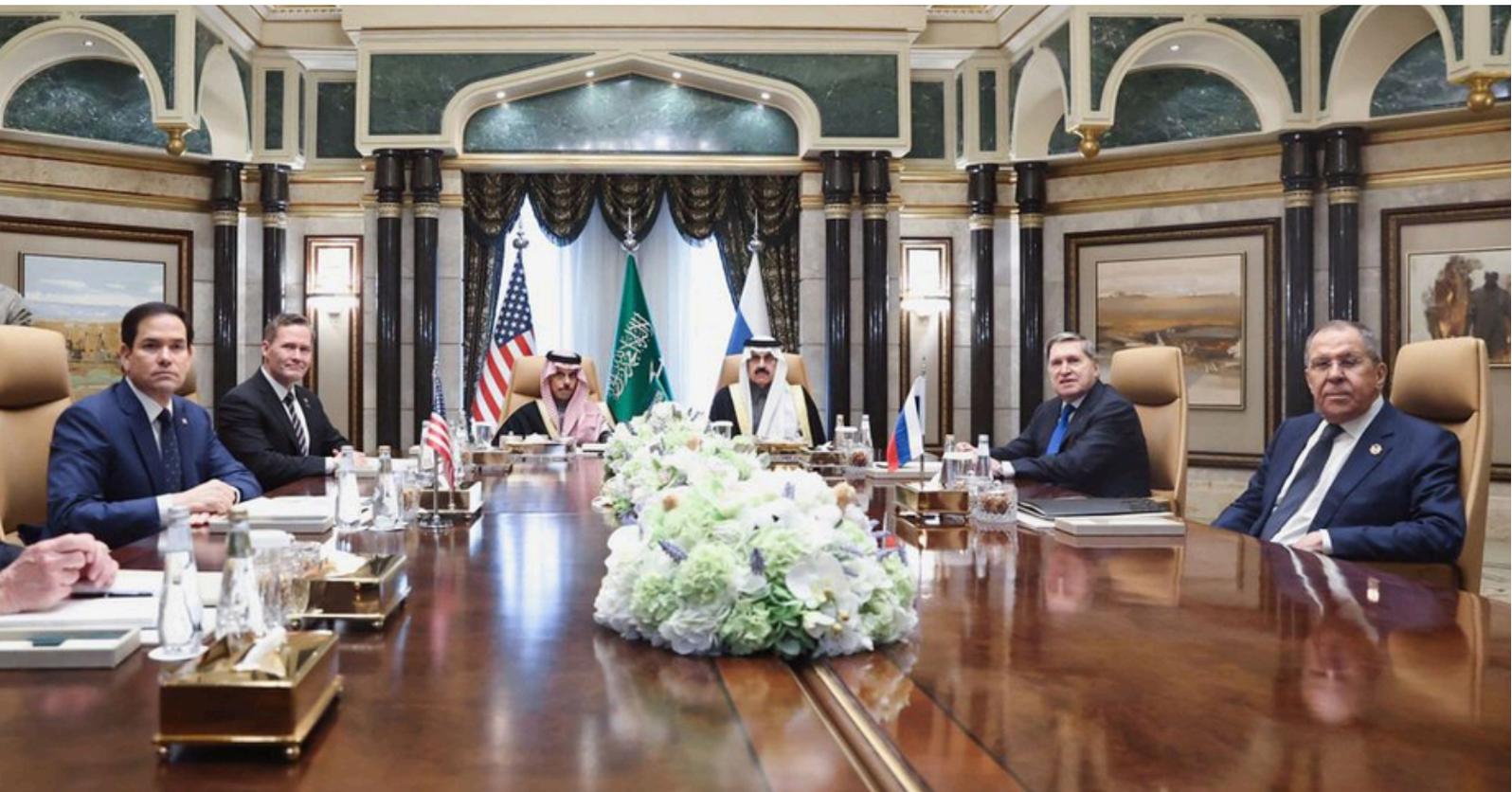
وحل مشكل التعمير وإعادة التعمير لقطاع غزة بتمويلات عربية - عربية . والدفع بالتخلي عن نظرية الأبعاد التي تحاول الولايات المتحدة التشبث بها لسكان قطاع غزة . أن مخبرات لقاء الرياض سوف يؤدي إلى توقف الحرب وتبقي أوكرانيا دولة محايدة في حدودها الترابية قبل الحرب ..

وسوف يؤثر اللقاء الرياض على الوضع السياسي في الشرق الأوسط تم يؤدي إلى أقلمة إسرائيل . وتبقى غزة في مجالها الترابي .

إذا كان لقاء يالطا انعقد بعد ثمانين سنة . وأثر على الترتيب العالمي للدول ، أيديولوجيا وسياسيا وعسكريا . واقسم العالم إلى معسكرات .. فإن لقاء الرياض سوف يؤدي الى ارجاع العالم إلى أصوله الجغرافية والاجتماعية والاقتصادية والسياسية. في السلم ووحدة الشعوب وهذا. ماوصلنا له في هذا التحليل ، ثم نبذ النعرات الطائفية واحترام حقوق الأقليات . تم انه سيؤدي الى التحالف الولايات المتحدة مع الاتحاد الروسي مستقبلا وأن روسيا سوف تتصل من دعمها لدول جنوب شرق آسيا مثل كوريا الشمالية والصين ..والولايات المتحدة الأمريكية سوف تتصل تدريجيا من الدول الأوروبية. وتتوسع أمريكا شمال الأطلسي وروسيا جنوب البلطيق ..وبالتالي يقودون العالم مشتركين . هذا هو التوجه الآن وهذه هي الإبرهات الأولى التي ظهرت من خلال المواقف الأمريكية له خاصة الموقف من أوكرانيا تم الموقف من مؤتمر أوروبا لدعم أوكرانيا حاليا .

سوف يكون مخالفا لتوجهات لقاء يالطا الذي كانت تؤثر عليه الحرب الباردة أما الآن المؤثر هو العولمة وتداعياتها في إطار حقبة جديدة من التحولات الجيوسياسية في العالم

بقلم: الدكتور مصطفى بلعوني



الكتابة تضيء الظلال.. كوكاس مبدع يرى العالم بشفافية الشعر

يست هذه قراءة نقدية في ما خطته يدا الكاتب والإعلامي عبد العزيز كوكاس، وهي كثيرة ومتنوعة الفنون، ولا تحصى لنفسها استكناه ما تحمله هذه الكتابة من لمع وإضاءات وتحليل ورؤى ومساربع بعيدة الغور... إنما هي قراءة مصاحبة، قراءة صاحبت فيها الكاتب ومنتوجه وكذا أخلق الكتابة في السلوك اليومي للمثقف المرتبط بقضايا زمنه دون أن يفرط قيد أنملة في الجانب الإبداعي في كتاباته، صحافة كانت أم أدبا.. لذلك فهذه القراءة أقرب إلى رسم بروفايل بأضلاع زمردية تناول القبض على هذا الكائن المتعدد الذي فيه شيء من لوثة اللامنتمي كما صرح يوما.



هناك كتّاب يكتبون ليخبروا، وهناك من يكتبون ليخلدوا، وهناك من يكتبون ليكشفوا، وهناك قلة يكتبون لينسجوا من اللغة كونا موازيا للحياة.. عبد العزيز كوكاس واحد من هؤلاء، كاتب لا تختزل تجربته في وصف أداي، إذ يتحرك بين الصحافة والإبداع والنقد مزودا ببصيرة الشاعر وحس الناقد وحس الإعلامي.

لا يكتب كوكاس ليضيف سطورا إلى زحمة النصوص، بل ليستبطن السؤال الكامن في الظل، ليعيد ترتيب المشهد بعيدا عن صخب الاستهلاك السريع للأفكار. في مقالاته وتحليلاته وحواراته النقدية، يذهب أبعد من القشرة الخارجية للواقع والنصوص، يتجاوز الخبر نحو ما تخفيه اللغة من تواطؤات وترددات وتأويلات واشتباكات.

يكتب كوكاس يضيء عممة الأفكار بدل أن يعيد إنتاج الأضواء المألوفة، يحفر عميقا لا ليبلغ طبقة صلبة بل ليبحث عن الماء الذي يسيل خلف التصدعات والشقوق. الصحافة عند كوكاس ليست تسجيلا للوقائع، بل مختبر لفهم نبض الزمن والتقاط ظلاله الخفية، إنه كاتب ينحت المعاني لا ليستعرضها، بل ليصغي إلى ارتداداتها العميقة في الوجدان والواقع.. في كل ما يكتبه هناك رهبة أمام الكلمة، احتفاء بجوهر الفكرة، وافتتان بالغموض الشفاف للحياة.

لكن الصفاي والناقد فيه لا يطغيان على المبدع، بل يغديان فيه رؤية أكثر رغبة للعالم.. في أدبه هناك حساسية شاعر يصغي إلى النبض الداخلي للأشياء، يستدرج التفاصيل الهامشية لجعلها محورا للرؤية، يلتقط اللحظات التي تمر عادة بلا اختراش، لكنه يراها ككائنات نابضة بالمعنى والتاريخ غير المكتوب. لا يرضى عبد العزيز كوكاس بالمباشر والجاهز، بل يبحث عن المجاز العميق، عن ذلك الشعور الذي يظل معلقا في الذهن كصدى بعد أن تنتهي الكلمات.. لديه لغة تتسع للحلم والفق، للدهشة والانكسار، لحكمة العابرين الذين يدركون أن الحقيقة ليست مطلقة بل محض انعكاسات في مرايا متعددة.

فهو ليس كاتباً عابرا، بل صوت يسكنه القلق النبيل تجاه الكتابة والعالم.. رجل يدرك أن الكلمة مسؤولة، وأن الفكرة لا تكتمل إلا بقدر ما تظل مشرعة على التأويل.. في الصحافة، كما في الأدب والنقد، لا يقدم أجوبة جاهزة، بل يترك نافذة مشرعة للدهشة، للشك الخلق، وللأسئلة التي تظل تقودنا أبعد مما نلظن.. في نصوصه كما في حضوره، هناك تواضع العارف، وقلق الشاعر، وفضول الصحفي، وعمق من يدرك أن أجمل الأشياء هي تلك التي لا تمسك بالكامل.

شهادات كبار الكتاب والمفكرين والنقاد المغاربة والعرب حول إنتاجات هذا المتعدد، تبوح بأن كوكاس ليس مجرد صحافي، بل هو مبدع يسير على شفرة الفكرة في أوقات الخطر، ينسج حروفه على حد الحافة ويغزل الواقع بالحلم، إن لم يكن في كتاباته مرواغا يهرب من الخطابات الرسمية ويسعى وراء المغامرة الفكرية، فهو باحث دائم عن جذور الحقيقة، متسائل عن كل شيء، عابث بالمسلمات، كما لو أن كل قلم يكتب به هو آلة لحفر عميق لنفاق الغموض والبحث عن الحقيقة على الأقل "لكي لا نفهم ولا نموت بلداء وننام على وسادة القناعات الكسولة" كما صرح في أحد حواراته

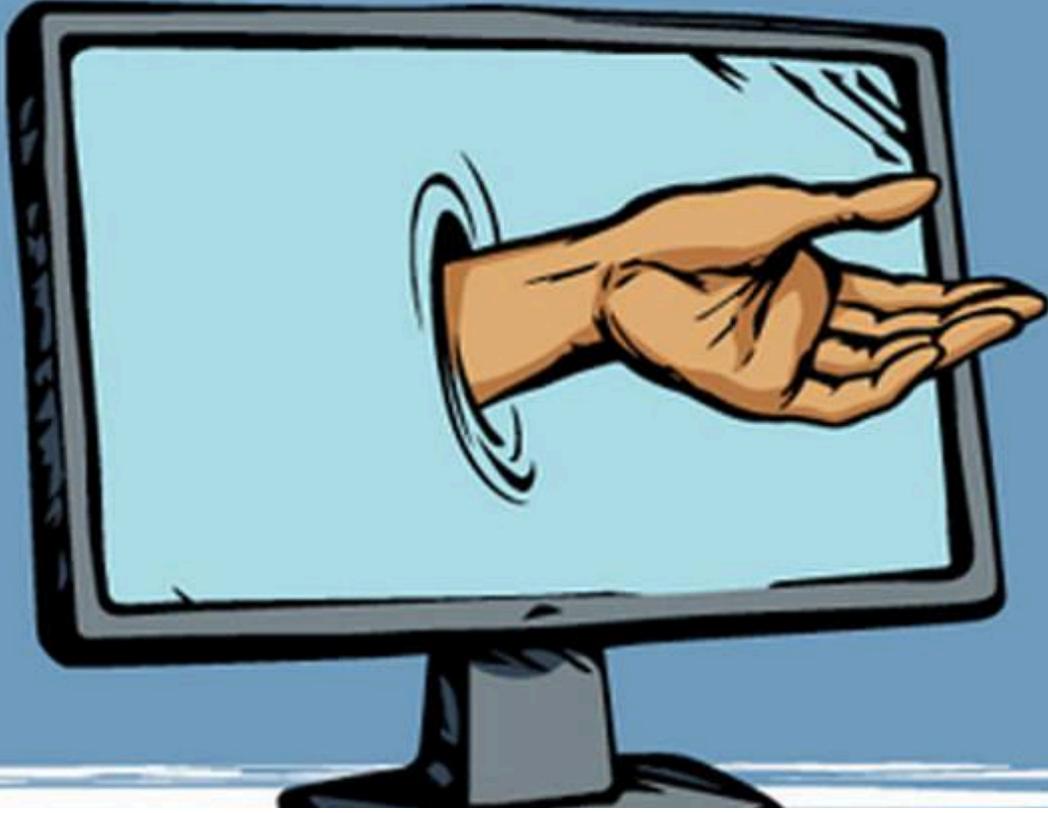
أبصارنا تلتقط صورته في ضوء الكتابة الهادئة التي تحتفل بجوهر المعنى أكثر مما تحتفل بالمواقف العابرة.. نلمس بين سطور كلمات عبد العزيز كوكاس عبثا مميّزا، يخترق قلب الحدث، ويحدد فينا القدرة على التأمل، فكل جملة في مقال له كأنها طيف يتسلل بين ردهات العقل والروح، ويستحثهما للذهاب أبعد، لتجاوز الظاهر إلى أعماق الجوهر. وفي كل كلمة يكتبها، يسحبنا كوكاس إلى عالم من التأملات، حيث يتلاقى الفكر مع الشعر، وحيث التحليل الحقيقي يلتقي بالصور الجمالية، وكأن قلمه لا يعبر عن أفكار فحسب بل يسعى ليغمس من جبر الوجود ذاته، فيشده من تلابيب الزمان إلى فسادات الدهشة والتساؤل. لا يخشى نقدا ولا يطالب سلطة، يعبر عن قناعاته بقوة، ولا يقيم وزنا للزمن المتسارع في توجيه الأفكار، بل يداعبها بعناية الشاعر في قصيدته، ليجعو إلى الحرية والتغيير، بوعي نقدي مترن لا بعقلية من يرى في الخراب بناء معمارا يليق بالأحياء.

كل كلمة لدى كوكاس لها نبض خاص، وجرس يحفز المتلقي على التفكير في أبعادها، ولكل جملة غمزة في زاوية ما كانت تُرى إلا في عينيه. إنه الكاتب الذي يكتب بالروح كما يكتب بالقلب، حيث الكتابة جزء من وعيه جزء من حياته، جزء من ذلك البحث اللامتناهي عن المعنى في بحر الوجود. يجسد في نصوصه رؤية ذكية ومبصرة، يدعو الجميع إلى الإيمان بأن الكتابة ليست مهنة، بل هي بحث مستمر عن الجمال في الحقيقة، والسحر في الكلمة.

كلما زرت عائلته انبهرت باستغراقه وسط كومة كتبه الوفيرة، كلما التقينته صدفه وهو رفقة أكثر من كتاب حتى في وقت استراحة بمقهى في شاطئ ماينسمان أو سابليت بالمحمدية.. وكما تستهويه السباحة كطقس يومي كلما كانت أحوال الجو أو البحر، يستهويه الغوص في الأحداث وفي اللغة بحثا عن لتلائم الفكر وجواهر المجازات. هو كائن أدبي يغرق في التأملات الوجودية التي تتجاوز حدود الكلمات إلى جوهر الإنسان وحقيقة الكون، ليجعل أثره في كل من يقرأ له أو يسمعه. فكل كلمة يكتبها، وكل حرف ينطقه هو رحلة نحو الكشف عن المعنى الضائع بين خبايا الحياة.

عبد العزيز كوكاس كاتب يعبر هشاشة العالم بحكمة الشاعر وعمق الناقد، ينظر إلى الكتابة بوصفها استبطانا لا سردا، إنه ذلك الحضور الأنيق في قلب الصحافة وفي فضاء الأدب، حيث يتداخل صوت قلمه العميق مع نبضات الفكرة، ليجعل أثره في العقل والروح.

التسول الإلكتروني خلال شهر رمضان



شهر رمضان كما اعتاد على ذلك اغلب المسلمين هو شهر الصيام وفعل الخير وهو الفترة التي تتميز بزيادة الرغبة في العطاء والصدقات، ومعه يفتح كذلك الباب أكثر أمام ظاهرة التسول سيما الإلكتروني، حيث يستخدم المتسولون وسائل التواصل الاجتماعي لإستغلال المشاعر الدينية والاجتماعية، مما يثير تساؤلات حول هذه الظاهرة ذات أبعاد متعددة ومعقدة قد لا يتسع الحيز للتفصيل فيها ولا الإجابة على كل الاسئلة المرتبطة بها لكن وجب التأكيد على التسول هو نفسه سواء في الحياة الواقعية أو الحياة المرقمنة الافتراضية ، مع وجود الفارق في الادة والوسيلة إلا أن القاسم المشترك هو كونه في الحالتين يعد جرما يعاقب عليه القانون.

إن التسول هو كل سلوك يروج صاحبه منه الحصول على المال او شئ اخر يغير عمل وذلك من خلال إستمالة عطف الناس باستعمال بعض الوسائل ومجموعة من الطرق والحيل منها الرموز التي تخلق عند التخزين معاني الشفقة وبالتالي خلق فرص أكثر للتفاعلات المنتطرة. وهو ما نلاحظه في سياق التسول الإلكتروني، حيث يستخدم المتسولون صوراً ومقاطع فيديو مؤثرة لجذب تعاطف المرسل إليهم، هذه الرموز المرقمنة تعزز التفاعل بين المتسولين والمرسل إليهم عبر المنصات الرقمية، مما يزيد من فرص الحصول على مساعدة مالية، فعلى سبيل المثال، يمكن للمتسولين استخدام صور الفقر وحالة المرض لزيادة تأثير الرسالة.

يفضل المتسولون هذه الطريقة لأنها آمنة وقليلة التكلفة مقارنة بالتسول التقليدي. بالإضافة إلى ذلك، توفر وسائل التواصل الاجتماعي فرصة أكبر للوصول إلى جمهور أوسع، مما يزيد من فرص الحصول على تبرعات أكثر.

إن نظريات علم النفس الاجتماعي كلها تسلم بتأثير السلوك الاجتماعي على الأفراد، هذا التأثير هو ما يفسر كيفية تزايد التفاعل النفسي مع المحتوى الذي يتم نشره على وسائل التواصل الاجتماعي ويفسر تلك الرغبة في التبرع والإحساس بالأمان الروحي خصوصاً أنه خلال شهر رمضان، يتم تعزيز هذا التأثير من خلال المشاعر الدينية، ويجعل الأفراد أكثر استعداداً للمشاركة في الأعمال الخيرية خلال هذه الفترة، وهكذا يسهل على المتسولين الحصول على دعم أكبر.

حسب الإدراك الجمعي القائم على الاعتقاد الديني فالصدقة لها أهمية كبرى، لأنها وسيلة للحصول على مكافأة روحية، مما يزيد من رغبة الأفراد في المشاركة في الأعمال الخيرية. الشئ الذي يفسر بروز ظاهرة التسول الإلكتروني خلال رمضان. لذلك وجب التحذير من مخاطر أشكال التسول الإلكتروني والمساهمة في الحد من إستغلال المشاعر الدينية والاجتماعية وتعزيز ثقافة العمل.

لقاء الرياض... هل هو إعادة ترتيب العالم من جديد.؟؟

مؤتمر يالطا انعقد بعد 80 عاما ، فبراير 1945م ادى الى انقسام العالم الى معسكرات ايدولوجية وسياسية ، فإن لقاء الرياض سيؤدي الى ارجاع العالم إلى أصوله الجغرافية والاجتماعية والثقافية ، فبراير 2025 م في ظل التحولات الجيوسياسية في العالم...؟؟؟

يعتبر لقاء الرياض لقاء يشبه مؤتمرا مصغرا تحت اشراف المملكة العربية السعودية. وقد جمعت بشكل مباشر الولايات المتحدة الأمريكية. والاتحاد الروسي. بالإضافة إلى المملكة العربية السعودية. وهناك هيئات ملاحظة مثل هيئة الأمم المتحدة وجامعة الدول العربية تم المجموعات الدولية مثل الاتحاد الأوروبي إلى آخره .

ان هذا اللقاء يدخل في إطار توقيف الحرب الساخنة التي عمرت اليوم أربعة سنوات دون نتيجة تذكر أنها سوف تؤثر على السلم العالمي من جديد..فيما يخص النقطة المحورية في هذا اللقاء هو الحرب الروسية- الأوكرانية. هذه الحرب المباشرة تم هنالك الدعم الغير المعلن لكلا الأطراف المتحاربة .



أوكرانيا مدعومة من طرف حلف الناتو دون المشاركة فيها مباشرة
تم روسيا مدعومة من طرف دول جنوب شرق آسيا دون الإعلان عن ذلك. إذا أردنا أن نحلل الوضع العالمي سياسيا واقتصاديا ، هل هو مازال يعاني من الحرب الباردة خاصة بالمقارنة مع المرحلة الزمنية التي أعقبت الحرب العالمية الثانية. والتي كانت فيها الدول المتحالفة لا يجمعها أي رابط سياسي أو أيديولوجي أو عقدي أو فكري . العامل المشترك هو القضاء على عدو مشترك وهو النازية والقضاء على طموحات الألمان وهتلر الذي طالب بالمجال الحيوي للألمانيا واعتبر الجنس الآري أرقى الأجناس ولهذا جر عليه كل المتحالفين برزت فيهم كذلك التناقضات المذهبية والإيديولوجية والسياسية بعض القضاء عليه. ففي هذه الفترة أن المتحالفين بالأمس أصبحوا أعداء اليوم.

غير أن مؤتمر يالطا الذي جمع المنتصرين في الحرب العالمية الثانية. في أوكرانيا على ساحل البحر الأسود ما بين 4 و11 فبراير سنة 1945. وهو أطول ندوة على شكل مؤتمر حضرها الزعماء هم ستالين زعيم الاتحاد السوفيتي. وروزفلت زعيم الولايات المتحدة الأمريكية و ويسطون تشرشل رئيس وزراء المملكة المتحدة. حيث ظهرت تناقضات كبرى بين المجتمعين. أن حلفاء الأمم اختلوا اليوم حول القضايا الكبرى خاصة إعادة ترتيب الدول عالميا من جديد في إطار تقسيم دولي للعمل وتأسيس هيئة أممية وإلغاء عصبة الأمم التي فشلت في تأدية مهامها . تم اختلوا حول العقوبات الاقتصادية والسياسية للألمانيا. تم قضية تعمير أوروبا المدمرة من طرف الحرب ، والنتيجة ، خرج العالم مقسم إلى قسمين أو إلى معسكرين. معسكر شرقي ومعسكر غربي.

المعسكر الشرقي بقيادة الاتحاد السوفيتي والذي سوف يؤسس لحلف عسكري هو حلف وارسو. سنة 1955. الذي سمي بهذا الاسم عقب مؤتمر فارسوفيا ببولندا والذي جمع الدول بأوروبا الشرقية بالإضافة إلى الاتحاد السوفيتي ، بولندا ورومانيا وبلغاريا وتشيكوسلوفاكيا . والمجر أو وهنغاريا والباينا وألمانيا الشرقية بعد تقسيم ألمانيا. إلى دولتين.

أما المعسكر الغربي فيضم فرنسا وإنجلترا وبلجيكا وهولندا وألمانيا الغربية وكندا والبرتغال و اسلندا والدنمارك بالإضافة إلى الولايات المتحدة الأمريكية. وأسس حلف الناتو سنة 1949 يسمى حلف شمال الأطلسي ليواجه الخطر الشيوعي كما سماه آنذاك ، واتخذ العاصمة البلجيكية مقرا دائما له.

وفي السياق ذاته تم تأسيس هيئة الأمم المتحدة للحفاظ على السلم والأمن العالميين وتم هيكلتها وإعطاء صلاحيات تنفيذية وتقريرية لمجلس سمي بمجلس الأمن الدولي من خمسة عشر دولة عضوا ، يوجد به خمس دول دائمة العضوية. هي الولايات المتحدة وروسيا وفرنسا وإنجلترا والصين وقد منحوا أنفسهم حق الاعتراض على القرارات ، أما العضوية الخامسة عشر تكون دورية حسب المجموعات القارية.

أما قضية إعادة تعمير أوروبا المدمرة من الحرب فقد اقترحت الولايات المتحدة مشروعا تمويليا سمي بمشروع مارشال لمنح قروضا طويلة الأمد لأوروبا مجتمعة. فقد قبلته أوروبا الغربية ورفضت أوروبا الشرقية. وهنا يسدل الستار نهائيا على التعاون الدولي الذي جمع المتحالفان في الحرب العالمية الثانية.

هكذا سقطت أوروبا الغربية في أحضان الإمبريالية الرأسمالية للولايات المتحدة الأمريكية وأصبحت التبعية اقتصاديا وماليا تم سياسيا ..

كما ذهبت أوروبا الشرقية في مذهب المنهج الاشتراكي الشيوعي. واستطاعت أن تنفذ أوروبا الشرقية بواسطة التخصص في العمل وفي المشاريع الاقتصادية .

أما الدول الأخرى فقد أعلنت مثلا سويسرا الحياد. ودول أخرى أعلنت عدم الانحياز والذين اجتمعوا في مؤتمر باندونغ بإندونيسيا سنة 1955 الذي حضره ثلاثة زعماء ينتمون إلى العالم الثالث هم جواهر لا نهرو رئيس دولة الهند و المارشال تيتو رئيس الاتحاد اليوغسلافي وجمال عبد الناصر رئيس جمهورية مصر العربية خرجت منظمة عدم الانحياز وضمت الدول الحديثة في الاستقلال. أن لقاء الرياض يختلف من حيث مخرجات هذا اللقاء بأن روسيا الاتحادية المشاركة في اللقاء لم تكن حليفة للولايات المتحدة بل تعاكسها. وتتنافس معها حول مناطق النفوذ. لكي تتنازل أوكرانيا على مطالباتها بالانضمام إلى الناتو ..تم تجديدها من السلاح. وتصبح دولة لا تهدد الاتحاد الروسي. وأن تتخلى الولايات المتحدة على دعمها.

46

لقاء الرياض.... هل هو إعادة ترتيب العالم من جديد.؟؟

45

التسول الإلكتروني خلال شهر رمضان

43

الكتابة تضيء الظلال.. كوكاس مبدع يرى العالم بشفافية الشعر

41

أزمة القيم في مدارسنا..الخطر الصامت



لوديجي ميديا - مؤسسة الرسالة الإعلامية

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري
سلمى الشاوي - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
وفاء - ندى دحان

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

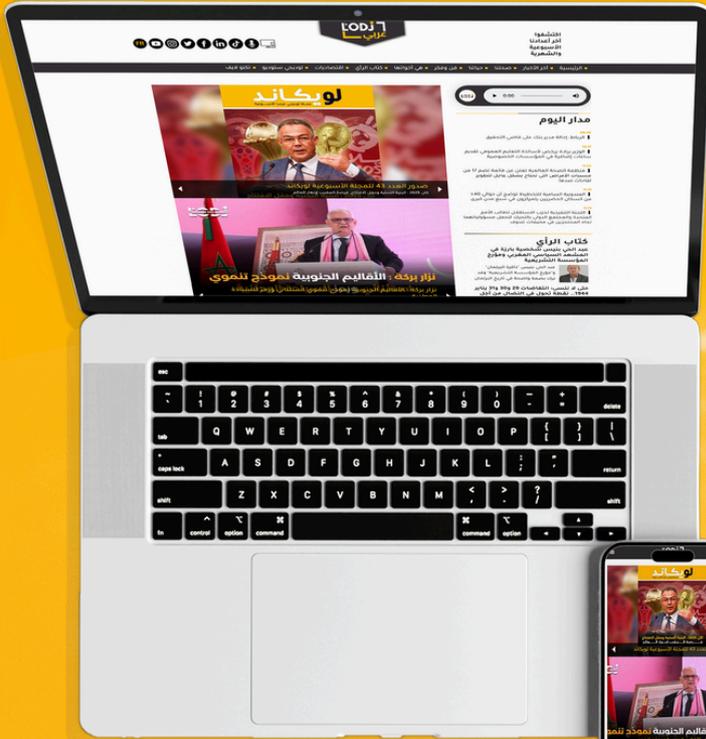




لودجي أنفو - بلاطفورم الشباب

جريدة الكترونية مغربية متجددة على مدار الساعة

سياسة، رياضة، ثقافة، ديجيتال، طوموبيلات
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونيكات..



www.lodj.info



SCAN ME!

@lodjmaroc





كتاب الرأي

العدد 03 - مارس 2025

لودجي بالعربية : بلاطفورم الشباب



” لقاء الرياض.. هل هو إعادة ترتيب العالم من جديد؟؟ “